



Troisième action internationale de la Marche mondiale des femmes – 2010

Solidarité féministe international en action





Troisième action internationale de la Marche mondiale des femmes – 2010

Solidarité féministe international en action

Contents

Introduction.....	5
Document 1: Manifeste des femmes pour la paix.....	6
Document 2: Le message lu lors de l'inauguration du mémorial aux femmes martyres de la guerre, à Mwenga, RDC, le 16 octobre 2010	9
Document 3: Pourquoi le Sud-Kivu, RDC?	13
Document 4: Évaluation de l'Événement de Clôture de la Troisième Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes à Bukavu, Sud-Kivu, RDC	27
Document 5: Bilan des activités et actions menés aux niveaux local, national, régional et international.....	42
Document 6: Contexte sociale, politique et économique actuel.....	59

Introduction

La Marche mondiale des femmes (MMF) est un mouvement féministe international enraciné au coeur des organisations de base. Nous sommes convaincues que la remise en question des sources de notre pauvreté et de notre oppression est possible à travers la construction d'une solidarité agissante entre femmes et hommes.

L'année 2010 a été marquée par la 3^{ième} Action Internationale de la MMF. Des milliers de femmes autour du monde ont marché sous le slogan « *Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !* »

Les six textes, ici présentés documentent notre action de 2010.

La présentation commence par le « Manifeste des femmes pour la paix », qui a été lu pendant la clôture de l'action devant 20.000 personnes à la place centrale de Bukavu, Sud Kivu, République Démocratique du Congo (RDC). La déclaration reprends les valeurs de la Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité élaborée en 2005 et qui a servi d'élément de base à l'action de 2010 pour la dénonciation de la militarisation croissante du monde et ses causes.

Ensuite, le message lu lors de l'inauguration du mémorial aux femmes martyres de la guerre, à Mwenga, reprend un moment très émouvant de notre journée.

Le troisième texte « Pourquoi le Sud Kivu, RDC? » souligne les raisons qui ont conduit au choix de clôturer l'action 2010 dans un pays encore assiégé ainsi que la réalité à laquelle les femmes de RDC font face.

Le quatrième document « Évaluation de l'événement de clôture de la 3^{ième} Action Internationale à Bukavu, Sud Kivu, RDC » partage les leçons et défis de faire face à l'organisation d'un tel événement gigantesque, la solidarité féministe en action!

Le cinquième document présente les activités organisées par les Coordinations Nationales de la MMF et groupes participants dans 76 pays autour du monde au niveau local, national, régional et international pendant 220 jours et avec une participation estimée à 80.000 femmes et hommes.

Nous terminons avec un regard sur le « Contexte socio-politique-économique actuel » et les défis pour notre construction comme un mouvement permanent féministe et anti-capitaliste, en préparation à notre 8^{ième} Rencontre International qui aura lieu en novembre 2011 à Quezon City, Philippines.

En solidarité et lutte féministe,

Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout
Représentantes de l'Afrique au Comité International de la MMF



Document 1



Manifeste des femmes pour la paix*

Nous, les femmes, partout dans le monde, subissons avec force la dure réalité de la guerre, et constatons l'avancement de la militarisation sur la vie civile, sur nos territoires et sur nos corps. Surmontant la peur et le silence, nous nous mettons en marche, en ces endroits convertis en champs de bataille, pour unir nos voix au nom de la justice et de la paix.

Longue est l'histoire des conflits armés, des génocides, des répressions. Le langage de la violence bien établi à l'intérieur du capitalisme et du système patriarcal, avec le soutien des multinationales, mercenaires et paramilitaires, permet que les guerres s'installent, certaines, très médiatisées, d'autres oubliées, mais toutes infligeant les mêmes séquelles.

Dans toutes les régions même si très différents, les témoignages ont tous les mêmes points en commun. Femmes et fillettes harcelées sexuellement dans des postes de contrôle, violées par des groupes d'hommes armés et après abandonnées par leurs communautés. Femmes qui sortent en courant sous un ciel de balles, avec balluchons et enfants sous les bras vers un refuge incertain, loin de leur culture et de leur histoire à reconstruire, dans l'espoir que le jour se lève encore... Femmes et fillettes, transformées en butin de guerre, en objectif militaire des groupes armés. Femmes et fillettes saisies par la traite, la prostitution ou qui ne reviennent jamais, faisant partie de la liste des féminicides.

Abondent des raisons pour défier la violence qui fait des nous des cibles. Abondent aussi des raisons pour défier d'autres prétextes invoqués pour justifier des conflits aussi guerriers que la discrimination ethnique, le racisme, la criminalisation de la pauvreté ou la résistance à l'injustice.

Nous avons la responsabilité de faire taire les armes et de dénoncer les prétextes dont se sert le pouvoir pour nous immobiliser, en nous servant des faux discours sur la sécurité, les missions humanitaires et le combat contre le terrorisme, pendant qu'avancent l'industrie des armements, l'installation des bases militaires, la privatisation et la destruction des ressources naturelles.

Dans la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* nous déclarons que la paix c'est beaucoup plus que l'absence de guerre : c'est le respect et l'accomplissement des tous nos droits en tant qu'habitants et habitantes de cette planète. C'est dans ce sens que nous continuons à marcher, main dans la main avec les femmes et les hommes, les mouvements sociaux et les peuples du monde qui luttent pour éliminer la pauvreté et la violence et pour construire une paix durable.

* Déclaration lue à la manifestation finale de Clôture de l'Action Internationale de 2010 à Bukavu, dans la République Démocratique du Congo (RDC)



La Marche mondiale des femmes est un mouvement international féministe qui est né en l'an 2000. Ce ralliement incontournable est constitué de groupes des femmes et d'organisations de la base qui dénoncent la pauvreté, l'oppression, l'exploitation, la discrimination et qui luttent pour y mettre fin.

Depuis le 8 mars 2010, nos pas ont résonné dans 52 pays. Des dizaines de milliers de femmes ont organisé et participé à plusieurs actions nationales autour de 4 champs d'action : l'autonomie économique des femmes, le bien commun et l'accès aux ressources et aux services publics, les violences envers les femmes, la paix et la démilitarisation.

En ce 17 octobre 2010 nous sommes ici, à Bukavu, province du Sud Kivu, République Démocratique du Congo, où la violence sexuelle provoquée par la guerre s'abat sur les femmes et les fillettes de ce pays. Nous sommes ici, en solidarité avec toutes ces femmes qui résistent quotidiennement aux conséquences de ce conflit armé. Nous terminons dans cette nation notre troisième action internationale.

En l'an 2000, notre première action comme Marche mondiale des femmes a été l'une des initiatives qui a poussé le Conseil de Sécurité des Nations Unies à adopter la Résolution 1325, dans laquelle sont reconnus les impacts de la guerre sur les femmes et le besoin d'inclure les femmes dans tous les processus de résolution des conflits. Cependant beaucoup de gouvernements et institutions restent les bras croisés. L'impunité continue.

Nous sommes toujours en action. Notre solidarité s'étend à toutes les femmes et à tous les territoires frappés par la violence de la guerre et de la pauvreté. Nous nous mobilisons, nous brisons le silence, nous renouvelons notre engagement à continuer notre marche en lien avec les 5 valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* : l'égalité, la liberté, la justice, la solidarité et la paix.



Document 2





Le message lu lors de l'inauguration du mémorial aux femmes martyres de la guerre, à Mwenga, le 16 octobre 2010

**Excellence Madame l'Épouse du Président de la République
Madame le Ministre du Genre, Famille et Enfant
Honorables invités,
Chères sœurs d'ici et d'ailleurs**

Avant tout, permettez- moi de m'acquitter d'une tâche ô combien douloureuse : nous sommes ici pour perpétuer la mémoire de nos sœurs Congolaises, et à travers elles toutes les victimes innocentes des conflits armés du monde entier. A leur mémoire, et avec votre permission, je demande une minute de silence. Merci.

Aujourd'hui, dans ce territoire martyr de Mwenga, l'honneur et la lourde tâche m'échoient pour prononcer, devant cette Auguste Assemblée, le message des femmes du monde entier, à l'occasion de cette heureuse et en même temps douloureuse occasion.

Heureuse parce que aujourd'hui est un grand jour pour nous, femmes du monde; en effet, pour la troisième fois, des femmes de tous les continents se retrouvent ensemble, dans un même lieu, pour magnifier leur solidarité, échanger leur vécu et réfléchir en vue de mener des actions communes pouvant changer la vie des femmes; et cela grâce à ce mouvement mondial de solidarité qu'est la Marche Mondiale des Femmes.

Aujourd'hui est un grand jour pour nous, femmes, car, en communion avec toutes les couches socio politiques et culturelle du monde entier, nous nous inclinons devant la mémoire de 14 femmes, en compagnie d'un homme, innocentes, espoir d'une famille, d'une communauté, de toute une Nation, enterrées ici en octobre 1999, alors qu'elles respiraient encore l'air pur de cette nature resplendissante du Kivu, par la volonté d'individus sans dignité, sans loi, sans foi ni morale.

Honorables invités

L'objectif 5 de la MMF, justifie notre présence ici, je cite :

« Exercer des pressions politiques sur les gouvernements et les institutions politiques multilatérales (par exemple, l'ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde, incluant une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits, la fin de toutes les impunités et de la corruption, de l'utilisation du viol comme arme de guerre, des occupations et de la présence militaires étrangères, ainsi que l'imposition de blocus politiques et économiques ».

Et aussi notre « Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité », adoptée le 10 décembre 2004 à Kigali, énonce dans son préambule ce qui suit :

« Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences ont une fin. De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol. Nous bâtissons un monde où la diversité est un atout et où tant l'individualité que la collectivité sont sources de richesse, où les échanges fleurissent sans contraintes, où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent. Ce monde considère la personne humaine comme une des richesses les plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix ».

Ce monde, nous avons la force de le créer. Par cette Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité, nous réaffirmons qu'un autre monde est possible, un monde rempli d'espoir, de vie, où il fait bon vivre.

La Marche Mondiale des Femmes a affirmé, au cours des dernières années, son engagement en faveur de la paix et son rejet de la guerre et de la militarisation de la société. Elle œuvre à contribuer à la promotion de la culture de la paix, de la tolérance, de la non-violence et du respect des droits humains, en particulier ceux de la femme et de l'enfant.

Défaire les systèmes qui perpétuent la peur de la différence, entretiennent la haine de la différence et justifient la violence; dénoncer les systèmes qui engendrent l'exclusion et accroissent la domination, voilà ce qui nous anime.

Honorables invités

Mesdames, Messieurs,

La paix va bien au-delà de l'absence de guerre ou d'armes dans une société. La paix existe non seulement quand les droits des femmes sont reconnus dans la société et quand les violences sont éradiquées, mais aussi quand toutes et tous ont accès à un travail, à des revenus suffisants pour se nourrir, se loger, se vêtir, avoir accès aux soins, s'instruire, être protégé pendant la vieillesse.



La paix existe quand il y a un système de justice indépendant et intègre qui veille à ce que l'impunité ne règne pas. La paix se base sur une éducation qui ne valorise pas la violence et les comportements machistes. Elle exige tolérance, dialogue, respect de la diversité et solidarité.

C'est ce modèle de paix que nous voulons, non seulement pour la RDC, mais aussi pour tous les peuples à travers le monde. C'est pour cela que :

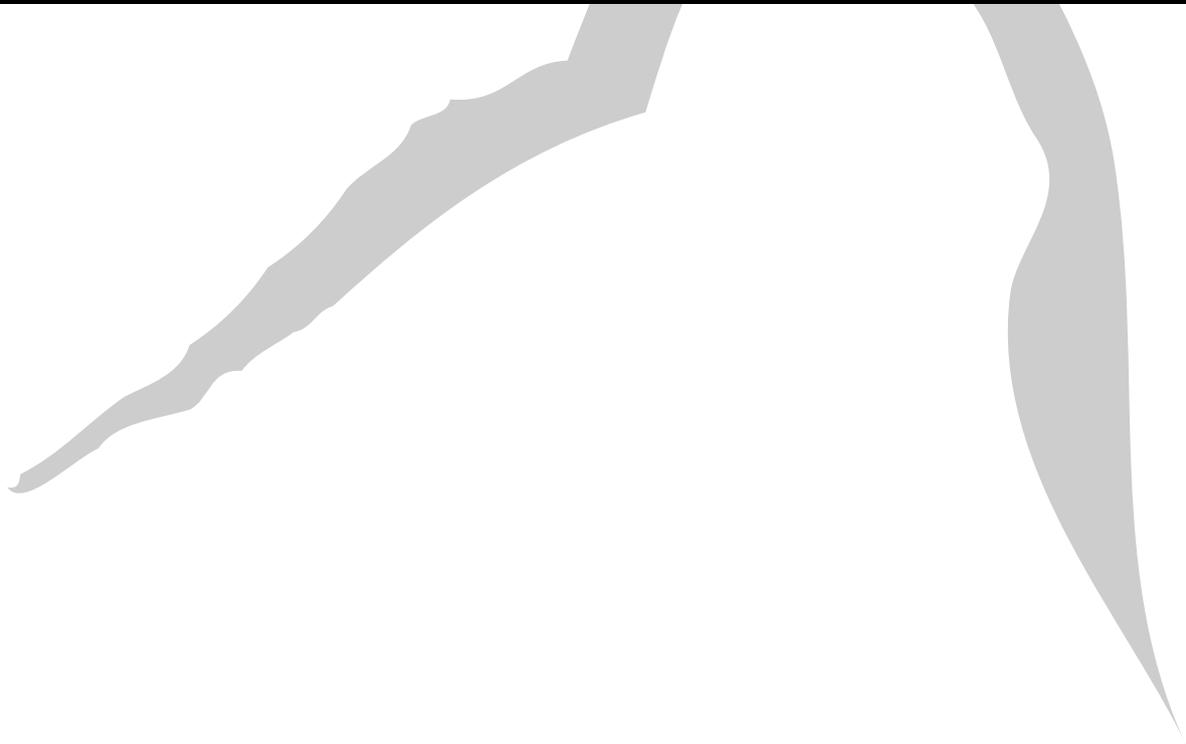
- Nous condamnons avec la dernière énergie ces actes de barbaries cruelles qui sont en violation avec le Droit Humanitaire Internationale
- Nous réclamons que les commanditaires soient recherchés et que justice soit faite pour que ces âmes innocentes reposent en paix et que leurs familles finissent un deuil qui n'a que trop duré
- Nous demandons réparation pour les familles des victimes Pour terminer, nous en appelons à la conscience, à la raison et aux cœurs de tous pour qu'ensemble nous fassions nôtre ce slogan : « **PLUS JAMAIS CA** »
« Femmes du monde, femmes de RDC, ensemble, tout est possible ! »

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Nana Aicha Cissé



Document 3





Pourquoi le Sud-Kivu, RDC?*

La troisième action internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) a commencé le 8 mars 2010. Depuis, des actions nationales ont été réalisées dans 52 pays en mobilisant directement plus de 38.000 femmes qui ont bâti des plateformes nationales autour de quatre champs d'actions: autonomie économique des femmes; bien commun et services publics; violence envers les femmes; paix et démilitarisation. Au Pakistan, les femmes sont sorties dans les rues même après que les fondamentalistes aient fait exploser des bombes pour terrifier la population. Au Mali, les femmes ont débattu sur la construction de la paix et ont organisé des manifestations à Gao, zone de conflit armé. En Grèce, elles ont réalisé des manifestations contre la continuité des dépenses militaires au moment de la crise financière, alors que les autres dépenses publiques sont coupées; et dénoncent le manque de politiques publiques face à l'augmentation du chômage, déjà élevé chez les femmes. Au Brésil, plus de 2.000 femmes ont marché pendant 10 jours sous le slogan: «Nous serons en marche jusqu' à ce que nous soyons toutes libres».

Au cours de l'année 2010, nous avons réalisé trois actions régionales qui ont amené des débats et de manifestations publiques. En Asie, des femmes de 10 pays se sont rencontrées à Manille, Philippines, et ont manifesté contre l'intervention, le contrôle et la présence militaire des États-Unis au Sud Est Asiatique. En Europe, des femmes de 23 pays se sont rencontrées à Istanbul, Turquie, et ont proclamé dans les rues leurs revendications avec le slogan «Femmes, Paix, Liberté». En Amérique, la MMF s'est jointe au Mouvements des Femmes contre la Guerre et pour la Paix ainsi qu'à d'autres mouvements populaires pour faire connaître et dénoncer la réalité du conflit colombien et protester devant la Base Militaire de Palenquero, en Colombie, une des sept bases où les États-Unis veulent s'installer pour avoir un contrôle géopolitique de la région.

La clôture de tous ces riches processus se réalisera à Bukavu, République Démocratique du Congo (RDC). Nous avons décidé d'y aller, d'abord pour exprimer notre solidarité avec les femmes qui résistent quotidiennement dans un contexte de conflit armé, en particulier les femmes de la région Est de la RDC. Mais aussi, nous serons à Bukavu pour continuer notre travail de réflexion et de dénonciation de la militarisation croissante du monde: la militarisation montante est un outil que soutient le patriarcat dans ses liens avec le capitalisme et le racisme.¹ Pendant notre action, nous avons rencontré plusieurs exemples de la manière dont ces liens sont tissés. En Corée, les bases militaires des États Unis sont entourées par des maisons de prostitution, surtout des femmes immigrées des Philippines ou de Russie. Les corps de femmes sont utilisés pour faire plaisir aux «visiteurs» qui gardent une relation toujours hiérarchique et contrôlée avec les peuples locaux. En Colombie, les paramilitaires ou l'armée entretiennent l'illusion des adolescentes de se sentir protégées par un amant en uniforme, afin d'extraire des informations ou d'avoir quelqu'un qui leur prépare à manger. En Turquie, les nationalistes traitent en ennemis ceux

*Texte préparatoire au événement de clôture de l'Action Internationale 2010, octobre 2010

1. Plus informations disponibles dans le site web de la Marche mondiale des femmes: <http://www.marchemondiale.org/themes/paix/fr/>.

qui refusent de faire le service militaire et menacent de violer leur mère. Reconnaître les liens entre exploitation économique et violences racistes et sexistes, que ces exemples nous présentent et qui marquent la vie de millions de femmes dans le monde, est un moyen fondamental pour trouver des alternatives qui vont directement au but.

En RDC, plusieurs organisations de femmes existent au niveau local. Mais la concertation entre elles n'est pas facile: en effet, le pays est trop vaste, les rencontres entre personnes coûtent très cher, les problèmes sont nombreux suite aux conflits armés qui se répercutent de plusieurs manières dans la société et ont comme conséquences des tensions permanents et violations graves des droits humains. Le mouvement des femmes n'est pas exempt de tous ces abus.

Les femmes de la RDC ont des propositions pour leur pays, des propositions qui ont leurs racines dans ces expériences quotidiennes de lutte. Notre but est de les renforcer pour que leurs démarches aboutissent et assurent une vie de justice, de liberté, d'égalité pour les femmes et tout le peuple. Un des résultats attendus de la clôture de notre action à Bukavu sera le rassemblement des femmes des différentes provinces de la RDC pour se concerter autour d'un Cahier des Charges - une plateforme des demandes nationales. Les femmes de la RDC vont se rassembler aussi pour trouver une manière de travailler ensemble et construire une Coordination Nationale de la MMF comme un mouvement permanent.

Il n'est pas possible de résoudre les conflits en RDC sans prendre en compte les pays limitrophes. Nous sommes sûres que le travail commun des organisations des femmes des pays des Grands Lacs africains créera une base solide pour le dialogue et l'unité des peuples dans la région. Suite à l'Action Internationale de la MMF de l'an 2000, cinq coalitions d'associations féminines du Burundi, de la RDC (Nord et Sud Kivu) et du Rwanda ont décidé de travailler ensemble pour la paix dans la région des Grands Lacs par la participation des femmes. Ainsi est née la COCAFEM- GL (Concertation des Collectifs des Associations œuvrant pour la promotion des Femmes de la Région des Grands Lacs Africains). En 2000, elles se sont dotées d'une plateforme commune pour réclamer:

- «La reconnaissance de la femme en tant qu'interlocutrice dans la recherche de la paix dans la sous-région des Grands Lacs africains.
- La mise en place de mécanismes d'identification des réseaux de commercialisation des armes, de prévention et d'arrêt des conflits qui ravagent la sous-région des Grands Lacs africains.
- Pour dire "**stop**"! aux pays qui se cachent derrière des intérêts économiques pour mettre la sous-région de Grands Lacs africains à feu et à sang.
- La mise en place de mécanismes adéquats pour condamner et punir tous les crimes commis dans la sous-région des Grands Lacs africains.



- L'adoption de mesures d'annulation de la dette en faveur des programmes de réhabilitation socio-économique des pays de la sous-région de Grands Lacs africains sans autres conditions.
- La révision de la législation nationale et internationale et l'élaboration des mécanismes d'application en vue d'éliminer toutes les inégalités basées sur le sexe.
- La considération de la lutte contre le SIDA comme la priorité des priorités dans la sous-région de Grands Lacs Africains.»

Cette plateforme est un point de départ et une référence pour les femmes qui viennent d'autres pays. Nous espérons que le moment de l'action sera une occasion de rencontre entre les femmes de la RDC, Rwanda, Burundi, mais aussi de République Centrafricaine, Uganda et Kenya, où une nouvelle Coordination Nationale de la MMF est très active et engagée auprès des femmes les plus pauvres.

À Bukavu, nous irons aussi échanger avec les femmes qui vivent dans d'autres pays et qui résistent aux différentes formes de militarisation. Ce sera un moment favorable pour approfondir les analyses qui ont comme point de départ les demandes et engagements que nous nous sommes accordés pendant la VIIème Rencontre Internationale de la MMF pour les quatre champs d'actions, particulièrement sur le thème de la paix et la démilitarisation. (Voir annexe à la fin du texte)

L'analyse qui se suit est un regard extérieur et en même temps, l'expression des apprentissages que nous, les activistes de la MMF avons eu en partageant des luttes et des débats avec nos soeurs congolaises. Ce texte a été conçu pour animer nos débats à Bukavu et ailleurs, en particulier dans les pays où des actions simultanées de solidarité auront lieu le 17 Octobre 2010.

Ce texte exprime la vision de la MMF au niveau international, et ne remplace pas l'élaboration d'une plateforme nationale en RDC ni l'actualisation de la plateforme des femmes de la région des Grands Lacs. Il est organisé autour de trois questions clés: la prévention et la lutte contre la violence envers les femmes; le retrait progressif de la Monusco et le rôle de l'armée congolaise; et l'auto-détermination du peuple congolais concernant l'utilisation des richesses de son territoire. Il est complété par le texte annexe du Comité pour l'Annulation de la Dette au Tiers Monde (CADTM), organisation alliée à la MMF, autour de la question du point d'achèvement de la dette en RDC.

La violence envers les femmes

La violence sexuelle est tellement répandue pendant le conflit en RDC que la violence envers les femmes est même considérée comme une caractéristique de cette guerre. Le viol collectif et massif des femmes et jeunes filles a été rapporté au Sierra Leone, au Rwanda,

au Liberia, aux Balkans, Uganda et Soudan. Mais en RDC le viol collectif est utilisé de manière systématique et par tous les acteurs armés comme une arme de guerre.

Comme toujours dans le cas de violence sexuelle, il est très difficile de rapporter les témoignages et les données sont toujours sous-estimées. Les Nations Unies rapportent 27.000 cas de viols en 2006, dans la RDC. L'International Rescue Committee enregistre 40.000 cas de viols dans la province de Sud Kivu entre 2003 et 2008. Et plus récemment, le rapport d'une seule attaque dans le territoire de Walikale au Nord Kivu, dans la soirée du 30 Juillet, estime que plus de 300 femmes ont été violées, quelques-unes plusieurs fois.

Une étude sur les femmes soignées à l'Hôpital Panzi, à Bukavu dresse un portrait de la violence sexuelle au Sud Kivu². Ce sont des femmes de tous âges, de toutes ethnies, dont la majorité est paysanne. La majorité des viols ont été perpétrés par des hommes en uniforme, dans des situations de viols collectifs (gang rapes), à proximité ou à l'intérieur même des maisons des victimes, le soir.

Les agresseurs arrivent pour piller et violent les femmes pour soumettre les communautés qui ne réagissent pas ou ne les dénoncent pas. Les viols ont aussi pour but de désorganiser la vie communautaire, de pousser les habitants à se déplacer ou d'accepter de travailler dans des conditions d'esclavage.

Les agressions rapportées sont effrayantes: l'introduction d'objets dans le vagin est une pratique commune - comme des armes qui sont actionnées dans le corps de la femme. Les pères sont obligés de violer leurs filles et les frères leurs sœurs. Des jeunes femmes sont kidnappées et utilisées comme des esclaves sexuelles jusqu'à ce que la communauté paye pour les libérer.

Les femmes arrivent à l'Hôpital Panzi après avoir contacté des ONG ou des organisations des femmes. Parmi les femmes qui arrivent à l'hôpital, 37,4% ont cherché un soutien trois ans après avoir vécu des violences. Plusieurs arrivent parce qu'elles ont besoin d'intervention chirurgicale pour la reconstruction du vagin ou de la région pelvienne. La stigmatisation des femmes violées est très forte, soit par la communauté, soit par leurs propres maris, qui les abandonnent par crainte des représailles.

L'étude enregistre aussi une forte augmentation des cas de viol commis par des civils: ceci démontre une banalisation de la violence sexuelle envers les femmes.

Plusieurs groupes de femmes et des ONG agissent contre la violence envers les femmes. La Commission Provinciale de Lutte contre les Violences Sexuelles (CPLVS) de Sud Kivu regroupe 155 ONG locales et plus de 10 ONG internationales qui soutiennent ce travail. Selon une femme accompagnée, «les bienfaiteurs nous apportent une aide multiforme: pour nous remonter le moral, faciliter une activité économique une fois rentrées dans la communauté, payer les soins médicaux des femmes violées malades et accompagner le

2. Harvard Humanitarian Initiative et Oxfam International: "Now the world is without me". An Investigation of Sexual Violence in Eastern Democratic Republic of Congo. Mimeo, April 2010.



dossier judiciaire des victimes qui portent plainte.»³ Mais leurs efforts sont insuffisants devant la dimension du problème: l'Hôpital Panzi, par exemple, possède 334 lits, 200 pour les cas de violences sexuelles – et est prêt à accueillir 10 à 12 nouveaux cas par jour, mais la demande réelle est plus grande que ça. D'autres hôpitaux généraux de référence ne sont pas appuyés pourtant plus proches des victimes et pouvant apporter des soins appropriés à celles-ci avant les 72 heures.

Il faut augmenter significativement les ressources à tous les niveaux – du contact avec les femmes dans leurs communautés jusqu'à la première écoute, spécialisée, dans les maisons d'écoute et d'alerte, et dans les centres de santé. Il faut renforcer les services réalisés par les organisations de femmes de la région et de la RDC et que le travail des ONG internationales soit organisé à partir de la demande des organisations locales. De plus, il est nécessaire de créer et de renforcer les services de l'État Congolais, pour qu'ils puissent profiter de l'expérience des groupes de femmes et de leur travail sur le terrain.

L'aide aux femmes victimes de violence doit être réalisée de façon à ce que les femmes ne deviennent pas les objets de cette aide, mais soient actrices de leur propre vie. À mesure des possibilités, les femmes ne doivent pas être cantonnées au rôle de victimes dans les situations de conflits armés, mais au contraire devenir des sujets collectifs du changement social, pour qu'elles puissent toutes vivre libres de toutes formes de violence.

Les organisations des régions en conflit - y compris la Région des Grands Lacs - travaillent activement à la promotion de la résolution 1325, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2000, concernant le rôle de la femme dans la prévention et la résolution des conflits et la consolidation de la paix⁴. La clause 10 demande à toutes les parties engagées dans les conflits de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé. Un collectif de la MMF à Gaspésie, Québec, a proposé une campagne pour que l'application de la clause 10 de la résolution 1325 soit légalement contraignante, avec des échéanciers⁵.

Tout ce travail est nécessaire et important. Mais il faut considérer que bien que le Conseil de Sécurité ait adopté six résolutions (entre 2000 et 2009) concernant la participation des femmes dans la résolution des conflits et la lutte contre les violences qu'elles subissent (1325; 1612; 1674; 1820; 1882; 1888), les conflits armés persistent, avec de grandes pertes en vies humaines et d'énormes souffrances parmi les populations civiles, avec les violences sexuelles contre les femmes, les amenant à l'appauvrissement et à l'exil.

Il faut éviter une interprétation qui réduit la participation des femmes dans la résolution des conflits à l'augmentation du nombre de femmes dans les missions militaires des Nations Unies. Aujourd'hui les femmes représentent 8% des participants à des opérations de maintien

3. Thadée Hyawe-Hinyi: Sud-Kivu: les femmes violées rapportent gros aux Ong. Grands Lacs Agence de Presse <http://www.syfia-grands-lacs.info>

4. http://www.un.org/events/res_1325e.pdf

5. "Bâtir un monde de paix" disponible au www.femmesgim.qc.ca

de la paix de l'ONU et leur but est d'atteindre 20% en 2014. L'image de femmes en casque bleu accompagne les nouvelles informations sur les résolutions concernant la participation des femmes dans la résolution des conflits sur les sites internet des organismes multilatéraux.

Malheureusement il n'y a pas de relation directe entre les résolutions prises par les Nations Unies et la réduction des conflits ou des pertes en vies humaines qu'ils provoquent. Malgré cela, il n'est pas rare d'entendre que les acteurs armés kidnappent ou violent car ils ne connaissent pas les traités et résolutions des Nations-Unies qui considèrent ces actions comme des crimes graves.

Au niveau intergouvernemental sur les documents, accords et projets, il y a une reconnaissance du besoin des ressources humaines et financières (soutien aux populations) surtout lors des moments d'offensives. Mais ces ressources sont résiduelles, venant après les démarches destinées à l'action militaire pour le désarmement des groupes rebelles. Notre objectif est la prévention de la violence. Quels sont les systèmes d'alerte, d'intelligence à être établis pour suivre les déplacements des groupes rebelles et éviter leur arrivée inattendue dans les communautés? La population a ses propres systèmes, comme dormir dans le maquis dans les moments les plus conflictuels. L'expérience des ONG et des groupes de femmes qui travaillent sur le terrain qui sont en contact direct avec les femmes dans leurs communautés est essentielle pour construire ce système d'alerte. Les expériences des autres pays sont aussi utiles comme référence pour indiquer ce qui peut ou ne peut pas fonctionner pour prévenir les viols massifs. En Colombie, par exemple, un « Système d'Alertes Précoces » (Sistema de Alertas Tempranas) a été créé pour organiser des informations au niveau local et pour mieux mobiliser des réponses préventives rapides et protéger les communautés dans des situations de conflit armé. D'un côté, ce type de mécanisme montre l'importance de la participation des réseaux communautaires et des organisations locales dans la prévention de la violence. D'un autre côté, l'initiative peut aussi être vaine si les informations obtenues sont utilisées dans une logique strictement militaire.

Désarmement, souveraineté et paix durable: le rôle de la Monusco et de l'armée nationale (FADRC).

A partir des témoignages des femmes et de leurs évaluations sur les conflits et les efforts de paix impliquant leur propre vie, nous avons défini comme un des buts de notre action de réexaminer de façon critique la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU dans les situations de conflit. Cette critique prend en compte l'inefficacité de cette présence militaire pour parvenir à la paix, et souligne l'impunité dont les forces des Nations Unies jouissent quand elles sont elles-mêmes auteurs de violences envers les femmes.

La MMF est présente dans 9 pays où il y a des missions de stabilisation des Nations Unies (Haïti, Sahara Occidental, Côte d'Ivoire, RDC, Soudan, Chypre, Inde/Pakistan, et très récemment nous avons un groupe de contact en Afghanistan). Surtout nos sœurs d'Haïti mènent une réflexion critique permanente sur la présence des troupes de l'ONU - la Minustah - qu'elles identifient comme une troupe d'occupation.



Dans le cas de la République Démocratique du Congo, en Octobre 2009, lors d'un atelier de préparation de notre action à Bukavu, nous avons formulé les objectifs des actions de la MMF par rapport au conflit : que la République Démocratique du Congo connaisse une paix durable, qui commence par la démilitarisation de l'Est de la RDC et le désengagement progressif et concerté de la Monusco (qui remplace la Monuc).

La Monuc (Mission des Nations Unies pour le Congo) a établi sa présence dans le pays en 2000. Le conflit dans la région persiste ainsi que le recours à la violence envers les femmes comme arme de guerre. Le budget de la Monuc pour la période 1er juillet 2009 / 30 juin 2010 a été de 1350 millions de dollars américains, presque autant que le budget du gouvernement de RDC (qui s'élevait en 2009 autour de 1.800 millions). La présence de la Monuc a aussi affecté l'économie locale, ayant comme effets particuliers la distorsion des salaires en US\$ ou la dégradation des voies publiques dûe à l'intense circulation des grosses voitures. Sans compter que la plupart des dépenses, comme les dépenses en combustible, sont réalisées en Uganda - centre logistique de la Monuc et l'utilisation des institutions financières étrangères pour garder leurs fonds.

Le gouvernement de la RDC a demandé le retrait de la Monuc pour l'année de la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance du pays. Le résultat de la négociation est l'accord sur la réduction de 2000 soldats et l'organisation d'une nouvelle mission, la Monusco – sigle qui ajoute le mot "stabilisation" - et qui reconnaît formellement le rôle du gouvernement national et la souveraineté du pays. Le budget annuel n'a pas diminué. Le budget approuvé pour la période du 1er juillet 2010 au 30 juin 2011 est de 1369 millions de dollars. La nouvelle mission doit avoir un effectif maximal de 17.745 en personnel militaire, 760 observateurs militaires, 391 fonctionnaires de police et 1050 membres d'unités de police constituées, en sus de composantes civiles, judiciaires et pénitentiaires⁶.

Nos sœurs du Congo considèrent que le retrait des forces des Nations Unies ne peut être réalisé sans que, d'autre part, l'armée nationale congolaise soit renforcée. Cette question est complexe: par rapport au rôle des armées nationales, il y a différentes perspectives venant des groupes de participantes de la Marche Mondiale des Femmes. Notre texte commun sur la paix et la démilitarisation affirme que «l'institution militaire contribue, de façons diverses, à former des jeunes hommes de manière à ce qu'ils occupent la place de dominants dans la société (selon la hiérarchie des rapports sociaux de sexe)». Nous avons considéré l'armée comme l'une des organisations les plus patriarcales dans toutes les sociétés, et l'une des plus révélatrices des inégalités qui caractérisent les rapports hommes-femmes: la hiérarchie, la domination et le culte du pouvoir du «chef», l'obéissance, la violence physique, l'absence d'esprit critique, un cercle fermé masculin, etc.

Néanmoins, les groupes de femmes en RDC analysent qu'il faut que le Congo finalise l'intégration des différentes factions militaires existantes dans une armée nationale, professionnalisée et disposant de ressources nécessaires en vue d'assurer l'intégrité

6. Information disponible sur http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/C.5/64/19

du territoire et la souveraineté nationale. Le problème que nous posent nos sœurs congolaises n'est pas uniquement une particularité de la situation politique en RDC. Les questions concernant la création, le renforcement ou même les problèmes impliqués dans l'hypothèse de dissolution d'une armée nationale, sont liés avec les thèmes des territoires et de la souveraineté. En Haïti, par exemple, il y a des groupes de femmes qui affirment que la dissolution de l'armée par le président Aristide était une décision problématique. Dans l'enjeu des intérêts économiques et géopolitiques internationaux sur leur territoire, la présence de troupes militaires étrangères persiste, justifiée aux yeux de l'opinion publique internationale aussi par l'absence d'une armée nationale haïtienne.

Entre nous, activistes de la MMF, l'engagement est d'appuyer la démarche des congolaises pour une meilleure structuration de l'armée nationale - avec le paiement de soldes, transparence, responsabilisation et punition de cas de violences commises, prévention/ lutte contre l'utilisation de la violence envers les femmes comme arme de guerre et comme pratique banalisée dans la société - ainsi que la non-militarisation de la vie civile. Dans cette proposition, l'armée ne s'implique pas dans les services d'éducation, santé, assistance sociale et humanitaire, et l'extraction minière qui doit être réalisée par des civils.

L'argent dépensé par la Monusco doit rester dans le pays, pas uniquement pour l'équipement de l'armée, mais pour des services publics en éducation, santé, pour la création d'infrastructures, communications et transports.

La voie de la négociation, intégration et réconciliation doit être toujours ouverte, surtout avec les pays voisins. Aux frontières, les différents peuples sont en échange culturel, économique, voire affectif permanent. Le dialogue, l'existence de conditions matérielles pour une vie digne et la justice sont la base d'une sécurité stable.

La nature, bien commun des peuples

Le Congo est un pays très riche. Il y a, par exemple, des réserves d'or, diamant, cuivre, cobalt et coltan, qui est la combinaison entre colombite et tantalite. Le coltan raffiné est un haut conducteur d'électricité utilisé dans les téléphones cellulaires, ordinateurs portables, et autres équipements électroniques. Le Congo possède 64% des réserves mondiales de coltan et les mines se concentrent dans la région du Kivu.

La RDC a 58,9% de son territoire couvert par la deuxième forêt tropicale du monde, la forêt du Bassin du Congo. L'État est propriétaire de 80% de la forêt qui est la principale source de subsistance (nourriture, énergie, abri, médicaments) pour plus de 60% de la population. Le Congo est aussi riche en eau potable.

Les recettes pétrolières ont représenté 8% des recettes totales du budget 2009. Au premier semestre 2010, le volume des recettes pétrolières a déjà dépassé le total de l'année 2009, grâce à l'augmentation du prix du baril. Dans le domaine de l'exploitation minière et



des hydrocarbures, les recettes reçues avec bonus et participations ont totalisé 10% des recettes. Les dons de projets ont atteint 18%.

La presse étrangère et locale évoque la convoitise de tous les autres pays pour les richesses du Congo, qui est source de conflits et de souffrances pour le peuple congolais vivant dans des conditions de grande pauvreté. La convoitise a marqué l'histoire de la colonisation belge et les relations avec les États-Unis pendant la guerre froide. Au cinquantième de l'indépendance, la dette est la nouvelle forme de colonialisme.

L'accord entre la RDC et la Chine conclu en 2008 prévoit l'échange entre la concession des mines de cuivre et de cobalt et l'investissement des ressources nécessaires dans les mines et des œuvres d'infrastructure pour un total de 9 milliards de dollars américains. Le FMI a fait pression sur le gouvernement de RDC pour la révision de cet accord, en affirmant que cela augmenterait la situation d'endettement du pays. L'intervention visait apparemment à contrôler les risques pour les créanciers du nord: rien n'est dit sur les droits du peuple aux services publics qui sont sacrifiés au nom du paiement de la dette. La RDC a payé en 2009 quand la crise économique ravageait le monde 170 millions de dollars en intérêts de la dette illégitime contracté par l'ancien dictateur Mobutu. La révision de l'accord en 2009 a diminué les apports en investissement par la Chine, mais a gardé la concession pour l'extraction de 10 millions de tonnes de cuivre et 600.000 tonnes de cobalt, comme initialement prévu.

C'est juste au moment de ces négociations que des gouvernements et entreprises de l'Europe (particulièrement l'Allemagne et l'Angleterre), des États Unis et des organismes multilatéraux comme l'OCDE ont intensifié les débats et les initiatives autour de la transparence dans l'exploitation et le commerce des ressources naturelles. Ces initiatives ont pris la forme de mécanismes visant à tracer l'origine des minerais et les certifier quant à leur non-implication des groupes armés, et à des garanties sur les conditions de travail et l'impact sur l'environnement. Le contrôle de la chaîne de production minière est l'une des principales sources de financement des acteurs armés avec l'exploitation directe de mines, recouvrement de pourcentage des travailleurs et des mineurs artisanaux, par le transport et le péage informel sur les routes contrôlées par les armes. Des estimations montrent que les groupes armés ont engrangé plus de 180 millions US\$ de recettes en 2009 grâce au commerce minier. En 2008, en RDC, pour chaque 5.000 kg d'or produit, 122,5 kg uniquement ont été exportés légalement.

Les initiatives des pays et entreprises du Nord se développent avec plus ou moins de relation avec le gouvernement de RDC ou la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL)⁷ qui fonctionne de manière permanente comme un organisme d'intégration et de promotion de la paix dans la région en partenariat avec les Nations Unies, l'Union Africaine et d'autres États.

Aux États-Unis, des ONG libérales comme le Center for American Progress et sa campagne Enough Project ou la féministe V-Day ont fait beaucoup de pression pour obtenir une réglementation de la production de minerais désengagée des conflits.

7. Angola, Burundi, République Centrafricaine, Congo, République Démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Soudan, Ouganda, Tanzanie et Zambie sont les pays membres de la CIRGL.

Le Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act, signé par le Président Barack Obama le 21 Juillet 2010 contient un amendement sur les conflits au Congo et les minerais. A partir de 2011, les compagnies doivent dire si elles utilisent des minerais de conflit – si c'est le cas, et si ces minerais proviennent de RDC elles doivent préciser les mesures qu'elles prennent pour garantir que les minerais sont produits en conditions légales, sans interférence des groupes armés. USAID prend la responsabilité de développer à ce titre une stratégie pour aborder la relation entre les groupes armés, les minerais de conflit et les droits humains.

La capacité de réponse de l'État Congolais à ces initiatives et pressions et la nécessité pour lui d'affirmer l'intégrité du territoire est au cœur de ce problème. Le 13 Septembre 2010, suite à l'annonce faite par le président Joseph Kabila en visite à Goma, le Ministre de Mines a annoncé la suspension des concessions pour toute activité minière au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema.

Les ONG ont à leur tour demandé aux compagnies de nouvelles avancées: le *trace-audit-certify*. Cela signifie que les compagnies doivent être capables de tracer l'origine et le parcours des minerais qu'elles utilisent et certifier qu'il y a une vérification indépendante et crédible pour que les consommateurs puissent avoir accès à des objets électroniques « libres de conflit ».

Mais le fait qu'un système de vérification soit externe ne veut pas dire que ce système est précis et fiable. L'USAID est connue comme un outil de l'impérialisme des États-Unis à travers le monde. Les transnationales minières qui s'occupent de cette vérification sur le terrain ne sont pas non plus des exemples de transparence ou de respect des droits humains. Le peuple congolais, en particulier les femmes qui supportent les plus dures conséquences de la guerre et des violences aggravées par exploitation des richesses naturelles sont beaucoup plus capables d'évaluer ce qui se passe dans la production de minerais en RDC. Ce sont elles qui doivent parler des enjeux de la présence des groupes armés et des entreprises étrangères dans ces activités et en mesurer l'impact environnemental et social. Leurs expériences et propositions ne tiennent pas dans les formulaires faits par la comptabilité des grandes entreprises.

La certification est aussi un enjeu pour l'accès des peuples de RDC aux forêts une fois que des projets d'instauration de « mécanismes de REDD » (Réduction des Emissions par Dégradation et Déforestation) sont en cours. Ces mécanismes sont basés sur l'idée absurde que le commerce des «droits à polluer» pourrait compenser le modèle de consommation et de gaspillage des pays du Nord. Même si initialement on suppose que les projets sont financés par des ressources publiques et par la Banque Mondiale, une structure financière se crée pour des futurs marchés de carbone basée sur la transformation des forêts en marchandise. L'objectif de cette politique n'est pas de résoudre le problème des changements climatiques, mais de gérer le désastre environnemental de façon à optimiser les profits des investisseurs internationaux.



En outre les projets de réserves forestières privées risquent d'aggraver les déplacements forcés, les violations de droits des peuples autochtones et l'interdiction d'accès des peuples aux forêts. Le peuple Pygmée d'Ituri, au nord-est du Congo, par exemple, est aujourd'hui un peuple en lutte contre le déplacement par l'exploitation sauvage des bois et la plantation de cacao dans les territoires dont ils sont les premiers habitants. Les forêts dans lesquelles les peuples autochtones ont développé leur vie et leur savoir, risquent encore de devenir des commodities environnementales, dans un marché international alimenté par les politiques REDD.

Les appropriations de terres par des investisseurs étrangers augmentent grâce aux grands projets de plantation de palme africaine pour la production d'agro carburant. Des compagnies chinoises et italiennes ont déjà annoncé des plans pour des énormes plantations entre 70.000 et 1 million d'hectares.

Pour poursuivre le débat

La réalité de la République Démocratique du Congo est beaucoup plus complexe que ce qu'il est possible de présenter dans un texte écrit pour des femmes qui habitent ailleurs. Mais nous croyons qu'un regard externe est aussi utile, puisqu'il est imprégné de nos expériences de vie et de lutte qui ont beaucoup de similitudes avec celles de nos amies du Congo - car le patriarcat, le capitalisme et le racisme sont encore des systèmes hégémoniques dans le monde.

Il faut agir sur les causes de la violence envers les femmes, et nous croyons que cela passe par la résolution du conflit armé et par l'utilisation par le peuple des richesses naturelles de son pays.

Les groupes de femmes de RDC, des associations, des ONG et des groupes de base, travaillent fort pour soutenir les femmes victimes de violence et lutter contre l'impunité. Elles ont des propositions pour leur pays, comme le montrent les divers mouvements sociaux actifs au Congo. Nous voulons que notre passage par Bukavu soit marqué par la solidarité avec les femmes et avec toutes celles et ceux qui luttent pour libérer chaque territoire et chaque personne de l'oppression et de la violence afin d'assurer la justice et la paix.

Annexe: Demandes et engagements de la MMF envers la paix et la démilitarisation

Face à la lutte contre la militarisation nous demandons :

- La réduction des dépenses militaires, c'est à dire, la réduction des budgets publics destinés à l'achat d'armes, à l'installation de bases militaires et au maintien des armées et leurs infrastructures. La fin des incitations à la fabrication et commerce des armes;
- La fin immédiate des accords de bases militaires étrangères;
- Le retrait des armées militaires étrangères dans les pays dans lesquels les conflits sont finis où les accords militaires ont expiré;
- La fin de la criminalisation des manifestations et des mouvements sociaux, de la pauvreté et l'immigration, qui est fondée sur le manipulation idéologique de la lutte contre le terrorisme en faveur de la sécurité nationale et qui a pour but de légitimer la guerre et la propre terreur comme un moyen de contrôler les femmes, les peuples et les ressources naturelles ;
- La punition des auteurs de la violence envers les femmes dans les situations de conflits (armées, forces paramilitaires, guérillas, casques bleus de l'ONU, ainsi que maris ou parents);
- La participation des femmes (ayant la même importance que les hommes) dans les processus de prévention et gestion des conflits ainsi que dans les processus de maintien de la paix et construction post-conflits.

Et nous réaffirmons notre engagement pour :

- Dénoncer le rôle de l'industrie de l'armement dans le maintien des conflits, la militarisation et la manipulation des politiques gouvernementales ayant cet objectif. Dénoncer également le rôle des Etats et des entreprises transnationales qui tirent profit économiquement du conflit (contrôle des ressources naturelles – pétrole, eau, minéraux, etc.) dans leur propre territoire ou dans d'autres ;



- Réaliser un grand processus d'éducation populaire pour préparer les femmes à discuter des sujets tels que les accords militaires, les ressources naturelles des territoires / pays, les causes économiques et politiques des conflits, la participation des pays qui soutiennent ou qui produisent les guerres, et l'industrie de l'armement afin qu'elles contribuent à briser le code de silence, en ce qui concerne la violence sexuelle et d'autres formes de violence ayant lieu dans les zones de conflit.
- Diffuser la réalité des pays et régions en conflit y compris les conflits « cachés » partout dans le monde, et la double violence extrême (viol et rejet) subie par les femmes dans cette situation, en diffusant des audiovisuels (films, photos et audio) et en organisant des événements et d'autres activités qui permettent à la MMF de jouer un rôle de Réseau d'alerte capable d'approfondir la réflexion et de motiver une action immédiate de soutien aux acteurs engagés dans ces conflits;
- En se basant sur le témoignage de femmes victimes et protagonistes de paix, réexaminer de façon critique la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU dans les situations de conflit en tenant compte de leur passivité et inefficacité pour parvenir à la paix et de l'impunité dont elles jouissent quand elles sont auteurs de violence envers les femmes.



Document 4





Évaluation de l'Événement de Clôture de la Troisième Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes à Bukavu, Sud-Kivu, RDC*

Voici l'évaluation réalisée par le Comité International (CI) et le Secrétariat International (SI) de la MMF entre novembre et décembre 2010. Elle est complétée par les documents rédigés avant l'Événement de clôture que voici: les textes «Pourquoi le Sud-Kivu, RDC? » et «Manifeste des femmes pour la paix»; les passages des comptes rendus des réunions du Comité International réalisées à Bukavu (avant l'action entre le 9 et le 12 octobre et après celle-ci, le 18) portant sur le programme, la mobilisation, communication et évaluation et, le bulletin «La Marche en action» n° 7. L'évaluation comprend six parties:

- Un premier regard sur nos réussites;
- les défis découlant de l'organisation d'une action massive dans un pays en conflit;
- la relation entre les dynamiques locale, nationale et internationale;
- la relation entre le mouvement, les partis, les gouvernements, les Nations Unies et les grandes ONGs internationales;
- les leçons à retenir en terme de logistique;
- le suivi.

Un premier regard sur nos réussites

La clôture de la Troisième action internationale a eu lieu au Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo entre le 13 et le 16 octobre et a compris plusieurs activités: des discussions autour des quatre Champs d'Action de la MMF, une visite de solidarité à Mwenga avec l'inauguration d'un mémorial; une journée d'échange d'expériences entre les membres de la MMF originaires de différentes régions du monde et les femmes congolaises, une foire de souveraineté alimentaire et artistique, la plantation d'arbres et une marche de femmes pour la paix.

La délégation internationale de la MMF était composée de 144 femmes venues de 40 pays des cinq régions du monde. En comptant aussi les membres des délégations organisées

*Préparé par le Comité international et le Secrétariat international, décembre 2010

par les mouvements alliés, nous étions plus de 220 femmes originaires de 41 pays dont la plupart africains. Les délégations les plus nombreuses étaient celles du Burundi et du Kenya suivies par l'européenne, composée par des membres originaires de 10 pays. La diaspora congolaise était représentée dans les délégations de la Belgique, France et Angleterre. La délégation des Amériques, peu nombreuse, était composée par des membres de cinq pays tandis que l'Asie n'était représentée que par une copine du Pakistan et le Monde arabe par une Palestine.

La mobilisation d'un tel nombre de déléguées internationales pour une action devant se dérouler dans un pays considéré un pays post-conflit représente la première réussite de la clôture. Le voyage à Bukavu étant onéreux pour les Coordinations Nationales et les Groupes participants à la MMF, plusieurs déléguées n'ont pas pu y être présentes faute de moyens financiers. Ça a été le cas des déléguées du Bangladesh et de l'Inde. Les témoignages sur la violence et les risques en RDC, sans cesse diffusés par les grands moyens de communication et les travailleurs des agences humanitaires, ont contribué à créer un climat d'insécurité. Quelques copines et interprètes ont préféré ne pas y aller. Cependant, beaucoup d'autres l'ont pris sur soi et sont venues apporter leur solidarité aux femmes de la RDC, écouter leurs témoignages et partager leurs expériences.

La bonne organisation des délégations internationales a aussi constitué une réussite. Cela a facilité le travail du SI. Nous attirons l'attention sur les caravanes du Burundi et Kenya, particulièrement les copines du Kenya qui ont entrepris un voyage de plus de deux jours par autobus. Dans le cadre de la préparation, elles ont mis en place un processus d'information, mobilisation de ressources et lobby qui a permis aux femmes de base, plusieurs d'entre elles autochtones, d'atteindre des conquêtes qui, en dépit de leur simplicité apparente, sont capitales comme par exemple, l'obtention de leurs papiers en vue de l'émission du passeport

La solidarité envers les femmes qui vivent dans des zones de conflit s'est aussi faite sentir avec des actions simultanées organisées par dix Coordinations Nationales (CNs) de la MMF pour des dates proches à celle de notre Événement à Bukavu. Dans quelques pays, il y a eu des actions dans plus d'une ville.

La clôture de la 3ème action internationale de la MMF en RDC a aussi été une grande réussite en terme de mobilisation. En RDC, nos copines ont parlé d'«*engouement*», la fièvre Marche mondiale des femmes, mouvement duquel toutes les femmes souhaitaient faire partie. Les chiffres le prouvent: le 9 septembre, dernier jour d'inscription au niveau national, 995 femmes originaires des 11 provinces de la RDC s'étaient déjà inscrites; sachant qu'au départ nous envisagions une participation de 500 personnes.

Tout compte fait, les 3000 cartes d'identification qui avaient été imprimées ont été employées. Nous estimons donc que 3000 personnes dont la plupart femmes ont participé aux débats et autres activités réalisées à l'Athénée d'Ibanda (entre le 13 et le 16 octobre). Ce chiffre comprend les 250 journalistes, de la presse nationale et internationale confondus, accrédités. Nous estimons encore que 1000 personnes ont participé à la visite à Mwenga et qu'à ce nombre se sont ajoutées plus de 2000 personnes de la population locale. De plus,



nous estimons aussi que plus de 20 000 femmes (et hommes) appartenant à de différentes tendances politiques et secteurs sociaux ont participé à la marche des femmes pour la paix qui s'est déroulée le 17 octobre et qui a clôturé la Troisième Action Internationale.

La grande participation, surtout celle des femmes congolaises, au cours des débats s'est avérée une réussite. Là, beaucoup de femmes ont fait des dénonciations graves, nommé ceux qui perpètrent des violences envers les femmes et les intérêts en jeux. Le 16 octobre, journée d'échange d'expériences, des femmes appartenant à de différentes ethnies se sont exprimées dans leur langue locale. Ces faits nous donnent la certitude que les femmes se sont senties en sécurité et confiantes pour s'exprimer, même si par fois elles n'étaient pas d'accord avec nous.

Au cours des débats, nous avons aussi présenté la vision de la MMF par rapport aux champs d'action, en conjugant nos analyses et expériences. En outre, nous en avons profité pour souligner à plusieurs reprises que la Marche est un mouvement permanent et que notre force tient à l'auto-organisation des femmes de base. Le fait que beaucoup de femmes congolaises aient repris nos analyses dans leurs commentaires et les aient rattachées à leurs expériences concrètes, autant au cours des débats que de la journée du 16 octobre, représente sans aucun doute un autre point de réussite de la clôture: la MMF est devenue un mouvement plus connu. Le fait que les femmes de la RDC n'acceptent plus être considérées des victimes et cherchent de plus en plus à s'affirmer en tant que protagonistes dans la lutte contre les causes de la violence est un signe fort selon lequel la MMF est perçue comme un mouvement.

Une autre point de réussite a été le soutien des mouvements et organisations alliés de la MMF tels que le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), la Caravane belge pour la paix et la solidarité, le CECI (Centre d'étude et de coopération internationale du Canada), la CSI (Confédération syndicale internationale) et la WILPF (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté). Ceux-ci avaient leur propre délégation et se sont joints à nos activités. Leur présence a été très importante pour nous, non seulement en terme d'apport de contenu et de participation mais aussi pour ce qui est de la confiance qu'ils nous ont témoignée en terme de capacité d'organisation.

En ce qui concerne la relation avec le gouvernement de la RDC, les femmes du pays estiment avoir établi des conditions plus favorables à la présentation des demandes et aux négociations. La réunion qui, dans le cadre de la préparation de notre visite, a eu lieu le 13 septembre 2010 entre le «Regroupement des femmes Regade Mwenga» et le Premier ministre de la RDC en est un exemple. À la fin de ce réunion, des demandes portant sur le massacre des femmes enterrées vivantes ont été remises. Notre action a diffusé la demande d'un tribunal spécial international pour juger les responsables de ces crimes, perpétrés avant 2002, et qui, selon les accords de paix ratifiés, ne sont pas passibles de jugement. La visite à Mwenga et la parade à Kasika, en plus d'avoir rassemblé beaucoup de gens, ont été largement couvertes par la presse nationale et internationale. Ceci a fait revivre la mémoire de ces événements et la revendication de justice et, en outre, a dénoncé l'insécurité présente jusqu'à présent dans la région.

Enfin, l'Événement a aussi apporté des bénéfices permanents aux villes de Bukavu et Mwenga. En voici quelques exemples: plusieurs rues de Bukavu et l'accès à l'Athénée d'Ibanga ont été nivelés et goudronnés; l'Athénée, école primaire et secondaire ayant 7325 élèves a été repeinte, ses anciens toilettes ont été réaménagés et de nouveaux ont été construits; la route qui mène à Mwenga et les rues de la communauté ont été nivelées et, la construction de deux maisons polyvalentes pour les femmes a été entamée, une à Bukavu et l'autre à Mwenga.

Toutes ces réussites nous encouragent aussi à réfléchir sur nos faiblesses et défis vécus en RDC. Cet Événement nous a demandé une bonne dose d'hardiesse mais, en même temps, elle a montré le degré de notre maturité en tant que mouvement féministe international et ce que nous avons accumulé au cours de nos douze années d'histoire commune.

Les défis découlant de l'organisation d'une action massive dans un pays en conflit

Le cadre mondial actuel est marqué par la montée de la militarisation et de la répression à l'activisme. En avril 2010, les paramilitaires ont mené une attaque à la caravane humanitaire internationale qui se rendait à la communauté autonome Triqui, au Mexique, et ont assassiné Bety Cariño, mémorable défenseuse des droits des femmes indigènes, et Tyri Jaakola, activiste finlandais. À la fin du mois de mai 2010, l'attaque du gouvernement d'Israël à la flottille de la liberté en route vers Gaza à laquelle plus de 700 activistes participaient a entraîné la mort de 10 d'entre eux. Ces faits sont venus alimenter la crainte qui rôdait notre action.

L'expérience de la MMF en organisation d'activités dans des pays en conflit se concentre sur quelques Coordinations Nationales (CNs), quelques activistes ou des expériences de participation à des sommets organisés par le mouvement anti-mondialisation quand le territoire situé dans les alentours du local des conférences officielles se militarise. Cependant, il s'agit d'une expérience encore fragmentée qui n'est pas consolidée en tant que mouvement. Pour nous, membres du SI, il a été très important de participer à l'organisation de la Rencontre des femmes et peuples des Amériques contre la militarisation qui a eu lieu en Colombie, en août 2010. Les conditions de sécurité en Colombie sont également difficiles et les récits sur les risques attisent les craintes. À ce moment-là, nous avons appris à partir de l'expérience des copines du Mouvement Social des Femmes contre la Guerre et pour la Paix comment agir dans un contexte de conflit ouvert.

La sécurité a été le défi majeur et continu à relever. Bien que la RDC soit présentée comme étant un pays post-conflit, nous avons toutes connaissance de la présence continue des groupes armés dans les zones rurales à l'est du pays et de la violence brutale subie par les populations locales. Il faut donc observer où aller ou ne pas aller et comment y aller. Dans ce cadre, il est difficile de définir les limites entre la précaution et la paranoïa. Certains gouvernements européens ont envoyé des lettres aux déléguées pour les avertir qu'ils n'étaient pas tenus d'assurer leur sécurité dans le pays et la région du Sud-Kivu. De plus,



les compagnies aériennes congolaises sont mal classées en terme de sécurité dans le ranking mondial et, à cela s'est ajouté un accident avec des morts, à la fin du mois d'août.

Comme en Colombie, il y a des risques réels et des craintes attisées par des récits selon lesquels voyager au Congo, ce ne serait que pour les amateurs d'aventure, les courageux voire irresponsables. En outre, c'est normal que la crainte et la tension rendent chacun plus attentif et soigneux. Et, comme c'est un champ tendu, les personnes ont tendance à avoir plus de difficultés à saisir et traiter les informations. Se fier à ce que nos copines de la RDC nous disaient et transmettre cette confiance aux participantes internationales a été un travail politique renouvelé à chaque jour. Pour le SI, il a été très important d'avoir comme point de départ la décision prise à l'unanimité lors de la VII Rencontre internationale et d'avoir un contact très proche avec les copines de la RDC et le Comité international, surtout en Afrique.

La sécurité des déléguées internationales a été un des thèmes de l'agenda lors de la réunion que les membres de la MMF de la RDC, du SI et du CI ont réalisée avec la ministre du Genre, de la Famille et de l'Enfant de la RDC, en avril 2010. Là, la ministre nous a confirmé l'engagement du gouvernement, assuré par une décision prise au cours d'une réunion inter-ministérielle. La MONUSCO a aussi contacté les copines de la RDC pour en parler, surtout à l'occasion de la visite à Mwenga, le 16 octobre. Nous avons décidé de n'avoir comme interlocuteur que le gouvernement de la RDC et ce serait à lui de décider s'il voulait ou pas le soutien de la MONUSCO. Le jour de la visite à Mwenga, l'armée, la police congolaise et la MONUSCO ont assuré la sécurité. Cependant, à nos yeux, les femmes qui ont marché pendant plusieurs jours pour arriver jusqu'à la route que nous avons parcourue étaient là également pour notre sécurité.

La sécurité c'est en enjeu permanent en RDC. Quelques semaines avant les activités à Bukavu, par une coïncidence fâcheuse, une de nos copines-clés dans la dynamique de Kinshasa se trouvait près d'un homme qui a lancé une pierre vers le cortège présidentiel qui était en train de passer par les rues. Beaucoup de personnes, y compris elle-même, qui étaient près de lui ont été arrêtées et emprisonnées pendant presque une semaine. L'homme est mort en prison. Nous nous sommes inquiétées de la sécurité de cette copine et nous avons décidé de demander à certains gouvernements et à l'ONU Femmes, récemment créée, d'intercéder auprès du gouvernement de la RDC pour qu'il la libère. Ce fait nous a mis en position de négocier avec des interlocuteurs du gouvernement et d'étendre le champ des négociations au-delà des événements à Bukavu. Cela explique le message de Michèle Bachelet, qui a été lu à la cérémonie d'ouverture.

Nous avons remarqué que le conflit se manifeste dans la vie quotidienne de beaucoup d'autres façons. Ceci a eu un impact sur l'organisation de notre activité. La précarité de l'infrastructure de communication et transport constitue un aspect bien visible. Néanmoins, il y a des aspects plus subtils dans les relations sociales qui nous ont rendues plus dépendantes de nos copines de la RDC ou même du « protocole » du gouvernement pour nous déplacer dans le pays.

La relation entre les dynamiques locale, nationale et internationale.

Une des caractéristiques de la MMF est de donner et stimuler une grande autonomie aux Coordinations Nationales qui tiennent compte des paramètres généraux convenus lors des Rencontres Internationales. Pendant nos activités internationales, notre objectif majeur est de renforcer les processus organisatifs dans le pays et la région. Ceci fait en sorte que les différentes activités internationales organisées par la MMF, ou celles auxquelles elle participe, expriment de différents thèmes, méthodologies, expressions et cultures politiques. Dans chaque activité, il y a un long processus de construction d'accords entre les propositions et attentes des déléguées internationales et celles des déléguées de la région et du pays.

Dans notre expérience antérieure, le critère suivi pour définir dans quel pays une activité internationale devait se réaliser était celui de l'existence d'une coordination nationale capable d'articuler et influencer. Ce critère a cessé d'être prioritaire quand nous avons décidé de réaliser les activités régionales et internationales dans des pays vivant en situation de conflit. Pendant la réunion avec les déléguées africaines lors de la VII Rencontre Internationale, il a été convenu que Bukavu serait l'endroit où se déroulerait la clôture de la Troisième action internationale car les trois déléguées de la RDC présentes se sont engagées à travailler sur la création d'une Coordination Nationale. À ce moment-là, ainsi que tout au long de l'organisation de la clôture de l'action, il n'y avait pas de CN en RDC mais juste quatre organisations références: CAFED (Goma), COFAS (Bukavu), CONAFED (Kinshasa) et COCAFEM-GL (Concertation des collectifs d'associations de RDC, Rwanda et Burundi). En 2009, nous avons commencé par proposer la création de la CN mais le coût de réalisation d'une rencontre nationale était trop élevé et les copines de la RDC ne sont pas parvenues à mobiliser les ressources nécessaires à cela. Il en a été de même pour le SI qui voulait les appuyer.

Comme solution intermédiaire, il a été décidé de partager entre les trois organisations de la RDC (CAFED, COFAS et CONAFED) la responsabilité de contacter les autres provinces du pays et travailler pour que la clôture de l'action était aussi un moment de rencontre nationale des différents groupes et de constitution de la CN en RDC. Les copines ont beaucoup travaillé en vue de la mobilisation nationale d'où la présence à la clôture des femmes venues de toutes les provinces. À la fin de la rencontre, une réunion nationale ayant pour but la constitution formelle de la CN en RDC a finalement été réalisée à Bukavu le 18 octobre; elle a compté avec la participation de 7 des 10 provinces. Cependant, l'inexistence d'une CN en RDC au cours de la préparation nous a affaiblies dans le rapport de forces avec le gouvernement (*voir les détails dans le prochain point*)

Nous pourrions avoir compensé l'inexistence d'une CN avec un fort suivi international. Cependant, nous avons des ressources limitées pour cela. Nous avons mis en place une communication électronique intense avec les copines de la RDC et nous avons aussi fait des conférences téléphoniques tous les quinze jours. Mais nous n'avons réussi à nous rendre dans le pays qu'à deux reprises.



Nous avons réalisé le premier atelier de préparation à Bukavu, en octobre 2009, avec les quatre organisations (CAFED, COFAS, CONAFED, COCAFEM-GL) et trois membres internationales (Miriam Nobre, Nana Aicha Cissé, Awa Ouedraogo). Au cours de cet atelier, nous avons avancé en matière d'objectifs politiques et propositions d'activités. Par exemple, quand l'atelier a eu lieu, le retrait de la MONUC n'était pas discuté publiquement et un des objectifs proposés pour l'Événement a été le retrait progressif et accordé de la MONUC. Ça n'a été qu'après des mois que le gouvernement de la RDC présenterait une demande de retrait de la MONUC qui est devenue MONUSCO à juin 2010. Nous avons aussi tranché sur la visite à Mwenga et la demande d'un mémorial, ce qui impliquait revenir à l'épisode tragique au cours duquel les femmes ont été enterrées vivantes, alors que le mandataire du crime appartient à l'armée congolaise et bénéficie des accords de paix qui empêche que les crimes commis avant 2002 soient jugés. Cet atelier a aussi été important pour créer une méthode de travail commune. Lors de l'évaluation, une copine de COFAS a dit qu'elle pensait qu'on viendrait leur dire ce qu'elles devaient faire et qu'elle avait été surprise d'avoir tellement pensé et travaillé.

En octobre 2009, nous nous sommes aussi réunies avec les copines de CAFOB à Bujumbura, Burundi, et nous avons établi un canal direct avec elles. Ceci a favorisé la présence d'une délégation de 36 femmes originaires de ce pays (la délégation la plus nombreuse de la MMF). Nous ne sommes pas allées à Rwanda; nous avons toujours eu du mal à maintenir un canal de communication direct et fluide avec les copines de Pro-Femme, organisation référence de la MMF dans ce pays. Ceci peut avoir posé des difficultés à la présence rwandaise à Bukavu.

En avril 2010, nous avons réalisé notre seconde visite internationale en RDC, cette fois-ci à Kinshasa. Miriam Nobre et Nana Aicha Cissé ont été reçues par la ministre du Genre et des groupes locaux de femmes. L'appui logistique du gouvernement et la sécurité ont été le sujet principal de cette visite.

Au long de la préparation, nous avons remarqué un grand intérêt et une possibilité potentielle d'impliquer les groupes de tout le pays dans la MMF. Mais l'intégration des groupes de la RDC qui avaient déjà de l'expérience en matière de rapport avec des réseaux internationaux, comme par exemple les groupes de femmes participant au CADTM, a été plus facile.

La dynamique Bukavu-Kinshasa a constitué une autre source de difficultés pour l'organisation. Dans la plupart des pays, il est commun que les organisations situées dans la capitale parlent au nom du pays. La décision de réaliser la clôture à Bukavu et pas à Kinshasa a créé beaucoup de défis du point de vue des relations politiques, de l'infrastructure, la logistique mais nous a poussé à chercher des solutions créatives et bien plus durables dans la relation province/capitale.

Les multiples difficultés auxquelles nous avons fait face en terme de préparation logistique de l'événement ont aussi eu un impact sur la discussion de ses contenus politiques. Bien que les panels de débats aient représenté des moments importants pour échanger les contenus de nos champs d'action, nous ne sommes pas parvenues à explorer avec nos

copines congolaises tous les potentiels de relation entre les expériences locales/nationales des différents pays. Un point fort des débats a été la présentation de notre copine Carole Jacob, de Haïti, avec qui les *femmes* de la RDC se sont fortement identifiées, en particulier à cause de son analyse critique sur la présence de la MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Haïti).

Notre proposition était, suite à une analyse attentive de la situation des femmes dans le Sud-Kivu et à Mwenga, d'établir des liens avec les expériences vécues par les femmes dans d'autres parties de la planète et identifier des points communs aux systèmes d'oppression. Nous n'y sommes pas parvenues en tant que sens général de l'action qui s'est limité à la solidarité. Un exemple de cet affirmation est qui, au lieu de parler de leurs expériences similaires ou d'établir des liens entre celles-ci et celles des femmes de RDC, quelques femmes d'autres pays exprimaient au micro leur désir de, tout simplement, recevoir la prochaine action internationale de la MMF.

D'un autre côté, chacune des déléguées de la MMF a beaucoup travaillé sur l'action internationale dans son pays et est sûrement arrivée à la clôture de l'action avec ses propres attentes comme, par exemple, qu'il s'agirait d'un moment de rassemblement et systématisation de contenus et formes de manifestations. Mais la réalité organisatrice de la MMF en RDC et même de l'ensemble du mouvement des femmes dans le pays a fait en sorte que l'activité ait bien plus un sens de début (ça a été la première fois que les femmes ont pris contact avec le débat et avec ce qu'était la MMF en tant que mouvement permanent). Cet écart a suscité des frustrations qui ont été gérées de plusieurs façons par les déléguées de la MMF. Nous sommes arrivées à la conclusion que nous aurions dû mieux préparer au préalable la délégation internationale par rapport aux dynamiques nationales, à la culture politique en RDC, aux attentes vs réalité etc.

La relation entre le mouvement, les partis, les gouvernements, les Nations Unies et les grandes ONGs internationales.

Une des tensions présentes depuis le début de l'organisation de l'Événement a été la relation entre les organisations et groupes de femmes qui avaient l'initiative d'organiser la MMF en RDC, et les femmes des partis politiques, surtout les figures publiques. Les femmes des partis disaient que la Marche appartenait à toutes les femmes et qu'elles aussi voulaient en faire partie.

Au sein de la Marche, nous avons déjà discuté des partis au cours de plus d'une Rencontre internationale (III RI à Montréal en 2010; VI RI à Lima en 2006) et nous avons décidé qu'il ne serait pas possible d'avoir une seule règle applicable à tous les pays qui excluent les organisations de femmes des partis. Toutes celles qui veulent construire la MMF en tant que mouvement permanent (féministes et anti-capitalistes) sont bienvenues, cependant, il faut



être vigilant quand les femmes appartenant à des partis s'approchent pour instrumentaliser les actions de la Marche ou pour ne faire prévaloir que les intérêts de leur parti (gagner une position) sans avoir la disposition pour travailler en ayant comme point de départ la construction de consensus. Cependant, toutes les femmes appartenant à un parti politique n'agissent pas forcément ainsi et chaque pays, en tenant compte de son expérience et culture politique, définit la participation des partis (en tant que groupes participants, invités, sans participation directe en tant que parti, entre d'autres possibilités).

Dans le cas de la RDC le sujet cachait une réalité plus dure: la relation avec les gouvernements national et régional. Au moment où le gouvernement national s'est engagé dans la préparation de l'Événement et, à partir du moment où la première dame a décidé de venir à Bukavu, au début du mois de septembre 2010, les «femmes de Kinshasa » ont commencé à se mêler de tous les sujets (depuis les contenus des débats jusqu'à la composition des commissions). Ceci s'est passé sans que les organisations références de la MMF aient consensus autour de comment agir par rapport à ce problème.

Prenons le cas emblématique de la cérémonie d'ouverture officielle (le 13 octobre). Une fois terminée, toutes et tous, y compris les membres du gouvernement, sont arrivés à la même conclusion: la MMF était invitée à l'ouverture de son propre événement. La présence des autorités à l'ouverture de notre événement avait déjà été discutée lors de la réunion du CI à Cape Town, où une copine de Bukavu était présente. À ce moment-là, les membres du CI se sont engagées dans la proposition des femmes de la RDC selon laquelle il n'était pas possible d'entreprendre une action si importante dans le contexte culturel et politique local sans la présence des autorités. Mais, dans les derniers moments de la préparation, nous n'avons pas été assez stratégiques et nous avons pratiquement remis la coordination/organisation de l'ouverture au protocole du gouvernement et le déroulement de l'ouverture s'est tenue selon les pratiques et traditions du gouvernement. Et voici la question qui se pose: « Quelle force aurions-nous eu pour faire différemment? »

À la cérémonie à Mwenga, il y a eu une petite avance: trois femmes de la MMF ont parlé – originaires de Mwenga, Bukavu et international – ainsi que trois autorités – locale, régionale et nationale. Cette avance a été négociée à la dernière minute et la MMF a compté avec le soutien de la ministre du Genre.

Ceci dit, l'équilibre des forces entre le gouvernement de la RDC et nous, en tant que mouvement, était très précaire. Le manque d'unité de nos organisations en RDC par rapport au gouvernement nous a fragilisé ainsi que l'absence de références antérieures en matière de l'autonomie des mouvements par rapport au gouvernement dans le pays et le calcul politique difficile de jusqu'à où nous pouvions aller sans compromettre les conditions d'action de nos copines qui allaient rester dans le pays.

En ce qui concerne les femmes de la RDC, toutes estiment qu'il y a eu une avance dans la relation avec le gouvernement et que cela a été positif car cela leur donne davantage de possibilités de présenter leurs demandes. Dans des négociations futures, il faudra vérifier leur position.

D'autres faits nous ont fragilisées. Le fait de dépendre du gouvernement pour résoudre les choses les plus simples comme par exemple, l'accueil à l'aéroport ou la garantie que chaque déléguée arriverait à temps de prendre son vol de retour et le fait, en tant que mouvement, de ne pas avoir apporté de ressources à l'infrastructure locale. Hormis les 4000 euros destinés au secrétariat local de Bukavu, toutes les ressources mobilisées par le biais du SI ont été allouées à assurer la présence d'une petite délégation internationale et des interprètes.

Cela débouche sur un autre sujet: la relation avec les ONGs internationales et le manque de connaissance qu'un mouvement international n'est pas la même chose qu'une grande ONG internationale. Notre nom, Marche Mondiale des Femmes, laissait supposer un possible apport de grosses ressources et, par conséquent, les membres du gouvernement se demandaient pourquoi allouer de l'argent pour réaliser des choses qui relèvent des ONGs si, à elles seules, elles gèrent des budgets presque aussi importants que celui du gouvernement local.

Nous travaillons encore sur un rapport financier qui rassemblera les informations sur les ressources qui ont été mobilisées et gérées de façon décentralisée (SI, COFAS, CONAFED, CAFED, CNs). Cependant, d'une façon générale, nous avons eu des difficultés à mobiliser des ressources pour l'Événement auprès des ONGs internationales. La plupart d'entre elles ont des bureaux en RDC, y compris à Bukavu. Si elles ont apporté quelque chose à l'Événement, ça a été pour assurer la participation de leur contreparties; elles n'ont pas vraiment aidé aux frais de fonctionnement et d'organisation communs.

Le contact avec les institutions des Nations Unies (PNUD, MONUSCO) a été réalisé par le comité local de Bukavu ou par le gouvernement national. Ils nous ont aidé avec la structure logistique, le transport par avion des participantes nationales et le transport et sécurité vers Mwenga. Nous n'avons pas accepté le discours de la MONUSCO pendant nos activités. Cependant, il est difficile de dire qu'ils n'étaient pas visibles car ils sont très visibles dans le jour à jour de ceux qui vivent au Sud-Kivu. Le fait est qu'il est usuel que les copines de la RDC se servent des avions de la MONUSCO pour se déplacer dans le pays, ce qui fait qu'elles perdent de leur autonomie de mouvement, leur indépendance et qu'éventuellement elles doivent rester plus des temps que prévu dans un endroit. Toutefois, cela n'empêche pas qu'elles fassent des critiques à l'action de la MONUSCO. Suivant la décision du CI, la délégation internationale ne s'est servies ni des avions, ni des hélicoptères de l'ONU.

Il faut approfondir notre réflexion sur les tentatives des gouvernements pour s'emparer de notre action, car les gouvernements des autres pays montrent de fort intérêt en RDC, et la question de la violence envers les femmes est dans leur agenda de façon permanente.

Voici quelques exemples. Juste après notre action, au cours de la première semaine de novembre, la femme du nouveau ambassadeur des Etats-Unis a accompagné Eve Ensler, de l'ONG américaine V-Day à son visite aux organisations des femmes de Bukavu appuyées par elle. A la fin d'octobre le Gouvernement brésilien a donné US\$ 1 million par moyen du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits Humains, en appui aux



activités de renforcement des mécanismes de réparation et d'accès à la justice pour les victimes de la violence sexuelle en RDC. Il faut tenir en compte que le commerce bilatéral entre le Brésil et RDC a augmenté plus de vingt fois entre 2002 et 2009, en passant d'US\$ 2.84 millions pour US\$ 58.56 millions.

Les leçons à retenir en terme de logistique

Pendant la préparation de la clôture de l'Action internationale, l'équipe permanente du secrétariat international comptait trois travailleuses à temps complet et une à mi-temps. En septembre, nous avons engagé les services de deux travailleuses pour 45 jours, une pour alimenter la banque de données des inscriptions internationales et l'autre pour la recherche, la production d'informations et la mise à jour du site web de la 3ème action internationale. Au long de cette période, notre vie en tant que mouvement et organisation ne s'est pas arrêtée. En mai et juin, nous avons conclu l'évaluation de notre Plan stratégique et les négociations avec les contreparties pour obtenir le support pour les trois années à venir. En juin, juillet et août, des travailleuses du Secrétariat International étaient impliquées à la préparation de l'action régionale en Colombie et ont participé à des éditions régionales du Forum Social Mondial.

Bref, notre équipe qui était très réduite a été débordée. Nous estimons que nous aurions dû faire plus de réunions d'équipe et échanger davantage. Alessandra du SI a pu arriver en RDC le 19 septembre 2010 mais ça aurait été mieux si nous avions pu y aller avant et aller à Bukavu plus de fois pour travailler avec l'équipe sur des questions pratiques telles que la banque de données des inscriptions, les visas, l'organisation du travail et du bureau.

A Bukavu, les maigres ressources envoyées par le SI ont permis de payer le travail de l'équipe du COFAs mais pas d'engager de nouvelles travailleuses. Elles ont travaillé avec beaucoup de volontaires dans plusieurs commissions de travail. Au départ, le fait que le travail serait volontaire n'a pas été compris et toutes celles qui se sont impliquées dans l'organisation s'attendaient à être rémunérées. Il aurait mieux valu conjuguer travail volontaire et travail rémunéré, surtout avec les coordinatrices des équipes d'inscription et logistique qui ont énormément travaillé et ce, pendant longtemps. Cependant, ce n'était pas simple de discuter et établir des critères pour définir celles qui devraient être rémunérées et celles qui recevraient juste une aide pour le transport et l'alimentation les jours de l'événement.

A Bukavu, les conditions précaires de communication ont marqué le travail des copines de la région et l'équipe du SI. Les pannes d'électricité, les lignes téléphoniques surchargées, les appels qui n'aboutissaient pas, l'accès lent et intermittent à l'internet, les virus dans les ordinateurs sont des choses habituelles pour nos copines de RDC que nous avons vécues quand nous sommes arrivées à Bukavu. En outre, il nous a fallu comprendre que pour maintenir le flux d'information constant, il faut avoir de la patience et de la persévérance.

Le partage des responsabilités relevant de l'organisation locale, nationale et internationale a laissé à désirer. Selon notre accord, les groupes références de la MMF en RDC seraient

responsables de toute la logistique locale (les espaces, les équipes d'interprétation, l'accueil des déléguées). D'un côté, nous avons obtenu de bons résultats comme par exemple, la réalisation des débats et la foire à l'Athénée d'Ibanda. Le local se prêtait bien à cela, le gouvernement de la province a réussi à installer l'internet sans fil et les travaux d'aménagement du site profiteront aux étudiants et étudiantes de l'institut. Les travaux ont été réalisés dans un délai de temps très court et ceci a demandé un grand effort politique des copines de Bukavu. Le gouvernement de la province a changé de mains en juin 2010, ce qui a retardé davantage les préparatifs car toutes les négociations ont été reprises dès le début.

Le manque d'équipes d'interprétation simultanée s'est avéré un autre grand problème. Nous estimons que nous avons eu tort d'avoir chargé les copines de Bukavu de louer les équipement de la cabine. Le manque de cabines a empêché que les débats se réalisent dans les cinq langues prévues (anglais, français, castellano, portugais et swahili) et a fait en sorte que les interprètes volontaires travaillent énormément et dans de très mauvaises conditions. En outre, nous avons perdu trois interprètes à la dernière minute (une n'a pas pu venir à cause de l'insécurité et les autres deux ont perdu leur vols de correspondance à cause de la grève en France).

Au départ le SI avait la préoccupation de comment organiser le logement et l'alimentation pour les déléguées internationales, tandis que les organisations références de la MMF en RDC, pour les déléguées nationales. Comme nous avons imaginé que le nombre des places pour le logement dans la ville n'était pas suffisante, nous avons proposé de limiter le nombre des déléguées. Mais le comité local a dressé une liste d'hôtels et logements disponibles qui nous a montré qu'il n'y aurait pas de problèmes d'hébergement. Les participantes internationales ainsi que les nationales étaient, la plupart, responsables pour organiser leur logement, soit payé soit chez des amies ou la famille.

Pour des raisons logistiques et de sécurité, nous avons travaillé pour concentrer la délégation de la MMF dans un même espace mais finalement – étant donné le nombre de déléguées et les espaces disponibles – nous avons dû nous diviser les déléguées en deux centres: AMANI et CAP. Nous avons essayé de mélanger les déléguées des différents continents. Cependant, la séparation a difficilement l'intégration des déléguées entre elles, surtout de celles logées dans le CAP qui, n'étaient pas logées avec le SI et le CI, se sont senties isolées .

Répondre à la demande bien supérieure à la prévue a constitué un grand défi pour les copines de la RDC. Pour répondre à une partie de cette demande, le gouvernement national a organisé, à la dernière minute, le déjeuner gratuit à l'Athénée d'Ibanda. Nous avons programmé que les déléguées achèteraient leur nourriture aux groupes locaux de femmes pour que celles-ci pussent bénéficier directement des apports financiers des délégations. Bien qu'elles aient vendu des repas et des boissons, leurs ventes ont été inférieures à ce à quoi elles s'attendaient.

La foire d'exposition des produits et de l'artisanat a mieux marché, les expositeurs étaient satisfaits des ventes réalisées et les déléguées en ont profité pour échanger et relaxer.



Suivi

L'organisation des informations sur l'événement a été considérée une tâche de suivi immédiat. Nous avons fait une premier «clipping» (compilation de nouvelles sur l'action à Bukavu dans les medias) en se basant sur ce que la presse écrite, la radio et la télévision avaient diffusé. En ce moment, nous trions et classons des photos et images (certaines sont superbes, d'ailleurs). Puis, il faudra traiter ces informations. Nous devons faire une lecture critique de la couverture des médias. Ayant entendu dire que l'action à Bukavu avait été lidérée par la première dame, des copines se sont indignées. Ce qui est curieux c'est que des femmes qui n' étaient pas à Bukavu et suivaient notre action par les médias mainstream ont croyé que notre action a été recuperée sans se méfier de la qualité de l' information et de la couverture media.

Nous pensons qu'une analyse critique de la clôture à Bukavu ouvre un débat stratégique que nous avons l'intention de mener au cours de la prochaine période; un débat portant sur la communication– en tant que politique, pas seulement comme un outil. Nous devons encore écrire notre propre histoire et nos évaluations. Il y a finalement un grand travail d'organisation et de diffusion des informations sur notre site www.mmf2010.info, qui est devenu, à présent, l'espace virtuel de la mémoire de notre action.

Nous savons que beaucoup de CNs réalisent des activités de rétroaction et évaluation. Nous devons récupérer les contenus de ces débats et nous demandons aux CNs les textes faisant le point sur la 3ème action internationale afin de commencer à consolider les analyses et bilans de l'ensemble de l'action.

C'est à nous aussi de soutenir la CN de la RDC, la nouveau-née. Nous espérons maintenir un contact plus proche par le biais des conférences téléphoniques et renforcer les liens entres elles et les copines de la région. Il faut surtout faire le suivi du contact avec les copines du Burundi et du Kenya et, en outre, rétablir les liens avec Rwanda (ce qui probablement nous mènera à réfléchir sur la propre organisation de la MMF dans ce pays).

Le contact permanent avec nos copines de la RDC nous permet de faire le suivi des travaux d'infrastructure qui ont été réalisée pour l'événement de clôture : améliorer les conditions de fonctionnement de l'Athénée d'Ibanda, la promesse de construire une mémorial et une maison polyvalente pour les femmes de Mwenga et la continuation de la construction et de l'opération de la maison polyvalente de Bukavu. Nous devons aussi suivre de près les impacts de cette politique de construction de maisons polyvalentes destinées aux femmes que le gouvernement a développé en partenariat avec le PNUD.

Avec les copines de la RDC, nous devons continuer à qualifier notre fonctionnement en tant que réseau d'alerte. Pendant les panels des femmes ont dénoncé des situations de violence avec la participation ou l'omission de l'armée congolaise et la Monusco. Nous espérons que rien de grave se passe, mais par précaution il faut faire attention. Éventuellement il peut arriver que nous aurions besoin de nous organiser pour les soutenir avec des actions dans d'autres pays. Notre appui doit aussi se manifester pour le renforcement de la MMF en RDC. Pendant la préparation de l'événement à Bukavu, la résistance contre le principe de la MMF de l'auto-organisation des femmes s'est manifestée par certains politiciens et même par quelques secteurs de la société civile et, par fois, de façon très sévère.

Il faut penser à des manières plus concrètes de pression dans le cas des enlèvements des femmes dans les zones rurales de la région. Le 30 octobre, 4 femmes et une jeune fille de Mwenga ont été ravies et maintenues comme esclaves sexuelles pendant 7 jours, jusqu'à ce que la communauté ait payé la rançon et remis certains biens tels que de la nourriture, des portables, des allumettes. L'armée de la RDC a été actionnée mais n'a pas réussi à les libérer.

Finalement, en vue de la préparation de l'action en RDC, nous avons proposé aux CNS de rechercher des informations sur les intérêts et les initiatives du gouvernement et des entreprises de leur pays en RDC. Cela peut constituer une façon importante de suivi: veiller et faire pression sur nos gouvernements pour que, soit pour ce qui est de leurs initiatives propres ou en tant que partie des institutions multilatérales, ils basent leurs actions sur le principe du respect de la souveraineté du peuple de la RDC et dénoncer les initiatives contraires.

São Paulo, Décembre 2010
Comité International et Secrétariat International, MMF





Document **5**



Bilan des activités et actions menés aux niveaux local, national, régional et international

INTRODUCTION

La 3^{ème} Action Internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF), sous le slogan « **Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !** », est axée sur deux moments principaux :

- Le lancement : du 8 au 18 mars, avec des marches et des manifestations de différents genres, couleurs, rythmes et formes qui célèbrent aussi le 100^{ème} anniversaire de la Déclaration de la Journée Internationale des Femmes, adoptée lors de la 2^{ème} Conférence Internationale des Femmes Socialistes à Copenhague, en 1910.

- La clôture: du 13 au 17 octobre, des marches et des actions se sont déroulées du 7 au 17 octobre, ainsi qu'un événement international à Bukavu, dans la République Démocratique du Congo (RDC).

Entre ces deux moments principaux, des manifestations, des actions et des activités différentes ont été réalisées aux niveaux national et régional – aux Amériques (du 16 au 23 août, en Colombie), en Asie/Océanie (du 10 au 12 juin, en Philippines) et en Europe (29 et 30 juin, en Turquie).

Lors de la 3^{ème} Action Internationale, les demandes politiques ont tourné autour les quatre Champs d'Action de la MMF : Bien commun et services publics ; Paix et démilitarisation ; Travail des femmes et Violence envers les femmes.

Au total, 76 pays des cinq continents ont participé à l'Action Internationale. 57 parmi eux ont organisé des actions et activités au sein d'eux mêmes ; et 19 ont envoyé des délégués nationales pour faire partie des actions régionaux et internationaux. L'Action a duré 220 jours et elle a compté sur la participation directe estimée de 80.000 femmes et hommes.



LE DÉBUT, DU 8 AU 18 MARS : ACTIONS NATIONALES

Des actions et des activités ont eu lieu dans 53 pays dans quatre continents :

Afrique

De l'Algérie et du Maroc, dans le nord, à l'Afrique du Sud et au Zimbabwe, dans le sud, plusieurs centaines des amies de la MMF ont été mobilisées sur le continent africain au début du mois de mars pour lancer la 3^{ème} Action Internationale de la MMF et pour célébrer le 100^{ème} anniversaire de la déclaration de la Journée Internationale des Femmes. Des actions ont été organisées dans 14 pays – **Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Kenya** (malheureusement la principale manifestation du 8 mars à Nairobi a été interdite par la police), **Mali** (seminaires de formation à Bamako et Gao pour des femmes leaders communautaires porté sur les thèmes suivants : rôle et responsabilités des femmes dans la prévention et la gestion des conflits, la lutte contre la prolifération des armes légères, et la situation de conflit dans le nord du pays), **Maroc, Mozambique** (des discours, le partage d'expériences et des activités culturelles au sein d'un événement à Maputo), **République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sahara occidental** (marches dans les camps de réfugiés sahraouis le 8 mars), **Soudan et Zimbabwe**.

En **Afrique du Sud**, des femmes activistes de Le Cap se sont rassemblées pour remarquer les diverses crises qui ravagent les femmes sud-africaines – haut niveau de chômage, pauvreté, violence domestique, manque de logement et d'autres services publics –, pour le lancement de la 3^{ème} Action Internationale et pour la commémoration du centenaire de la Déclaration de la Journée Internationale des Femmes.

En **Algérie**, la campagne « Kif Kif devant la loi » fut présentée le 8 mars, au même temps que la 3^{ème} Action Internationale. Notre amie soudanaise, journaliste, Lubna Hussein, fut pénalisée par porter des pantalons dans son pays et a participé dans la lutte pour l'application des lois civiles et égalitaires parmi les femmes et hommes du Soudan. Elle a aussi participé aux activités portant sur la relation existante entre la violence institutionnelle et la violence à l'encontre des femmes, autorisée par le Code de la Famille algérien.

À Cotonou, capitale de **Bénin**, des membres de la MMF et des femmes de la société civile et d'autres organisations ont marché en caravane avec des slogans, drapeaux, danses et chansons pour « l'égalité des droits et d'opportunités, le progrès pour toutes et tous ». L'objectif de cette caravane était la sensibilisation sur l'importance des mobilisations massives pour atteindre les droits et demandes des femmes. La caravane est finie avec la libération de cinq pigeons, représentant les cinq valeurs au cœur de la MMF : liberté, paix, égalité, solidarité et justice.

Réunissant les femmes de Ouagadougou (la capitale) et le Kombissiri (une petite ville au nord de la capitale), au **Burkina Faso**, la MMF a célébré la Journée Internationale des Femmes

avec une très bonne mobilisation. L'objectif était d'associer la population de Kombissiri à la célébration du 8 mars de promouvoir une meilleure compréhension de l'événement.

Au **Maroc**, à peu près 100 femmes de tous âges, classes et groupes sociaux ont participé au sit-in y fait, sous une pluie torrentielle, pour demander la fin de toutes sortes de violence envers les femmes. Collectivement, d'autres actions ont été organisées : une table-ronde des débats et une caravane dont l'objectif était d'atteindre aux femmes isolées pour faciliter leur accès aux services et l'expression de solidarité.

À Bukavu, Kinshasa, Lumbumbashi et Mbuji-Mayo, dans la **République démocratique du Congo**, des marches pour la paix et l'égalité des femmes et hommes, et contre la violence envers les femmes ont eu lieu le 8 mars. À Bukavu, le lancement officiel de l'Action Internationale 2010 a consisté à faire une mobilisation avec différents groupes des femmes et des membres des autorités. À Lumbumbashi, dans la province de Katanga, nos soeurs de la MMF ont aussi célébré le début de la 3ème Action Internationale dans sa ville. À Mbuji-Mayo, on a fait une conférence sous le titre « Après 100 ans de lutte féministe, comment peut l'égalité des femmes et hommes aider au progrès dans la RDC ? », ainsi que des programmes à la radio et à la télévision, des marches et des expositions.

Au **Zimbabwe**, des femmes des diverses organisations et groupes sociaux ont participé à la marche, où l'on a présenté des infos de la MMF et où l'on a discuté des sujets en rapport avec la violence à l'encontre des femmes et l'autonomie économique des femmes.

Amériques

Les activistes de la MMF de 18 pays – Amérique du sud, Amérique centrale, Amérique du nord et Caraïbes – ont organisé ou participé aux manifestations et activités qui ont eu lieu le 8 mars, ou à des dates voisines, afin de célébrer la Journée Internationale des Femmes.

Dans plusieurs villes en **Bolivie**, des activistes de la MMF ont organisé et participé aux manifestations et autres activités de sensibilisation – surtout à Chuquisaca, Cochabamba, Oruro, Santa Cruz et Tarija. À Santa Cruz, par exemple, on a reproduit et transmis aux trois stations de radio des refrains promotionnels de la MMF et 20 organisations mixtes et féminines ont participé à la marche jusqu'à la Place du 24 Septembre.

Au **Brésil**, plus de 2.000 femmes ont marché pour 11 jours et 110 km, de Campinas au São Paulo (au sud-est du pays). La marche a été complètement organisée par les activistes de la MMF. Les femmes participantes, qui représentaient les 27 États brésiliens, ont marché chaque matin pendant plusieurs heures, ont campé et, l'après-midi, elles ont participé aux débats, séminaires et ateliers. Les analyses et demandes de la Marche ont été élaborées sur les quatre Champs d'Action de la MMF, en incluant : la décriminalisation et la légalisation de l'avortement ; la réorganisation du « care-work » (travail de soin) partagé également entre hommes et femmes ; la souveraineté alimentaire et énergétique ; le retrait concerté



des soldats (inclus les Brésiliens) de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

À cause du tremblement de terre qui a ravagé le **Chili** 10 jours avant la Journée International des Femmes, le Réseau Féministe pour la Coordination du 8 mars au Santiago (dont la MMF est membre) a décidé de ne pas célébrer une énorme marche ni un acte culturel et politique au centre de la capitale. À la place, le Réseau a organisé, à la hâte, une marche de solidarité avec le but de promouvoir le don des produits d'hygiène personnelle à les organisations des femmes de la région de Maule. Une caravane solidaire a livré ces outils le 11 mars. Une déclaration de presse a été aussi publiée et diffusée sous le titre « Femmes, organisons-nous ! Pour nos droits, maintenant et à l'avenir ».

Pendant le mois de mars, des activistes de la MMF ont participé aux diverses actions à **El Salvador** : Le 8 mars, ces activistes ont réuni 10.000 femmes qui, accompagnées de cinq « marcheuses » géants, ont marché à San Salvador, afin de commémorer le début de la 3^{ème} Action Internationale et de présenter l'avant-projet de la Loi sur l'Égalité devant l'Assemblée Législative. Au même temps, des activités diverses se développaient dans d'autres villes et municipalités – un forum de débat à San Marcos ou des festivals culturels et artistiques à San Julián, Nahuizalco et San Vicente – pour la commémoration le 100 ans de lutte féminine et pour remarquer la force de ces luttes, ainsi que d'autres sujets.

Des manifestations dans la capitale de **Guatemala** – où des activistes indigènes, entre autres, ont marché jusqu'au Parc Central serrant dans leurs bras le territoire, symboliquement – et dans autres villes, comme Cobán, où les femmes ont marché contre la violence, la discrimination, le racisme et pour les salaires équitables.

En **Mexique**, les activistes de la MMF se sont mobilisées à la Ville de Mexique et à San Cristobal de las Casas, Chiapas. Dans cette dernière, des centaines des femmes ont marché dans les rues avec des bougies pour commémorer le 8 mars comme jour de résistance, de lutte et de solidarité féministe, jusqu'à la Place de la Cathédrale, où l'on a fait un autel des femmes et discours politiques. La déclaration publique a dénoncé la militarisation de la société mexicaine, le fort niveau des féminicides, la pénalisation des droits sexuels et reproductifs des femmes et le fondamentalisme religieux.

Au **Pérou**, des manifestations et des actions décentralisées ont eu lieu à : Arequipa (à La Oroya, une ville très lésée par l'exploitation minière), Chiclayo (où divers groupes féminins et une batucada ont marché sur ses rues), Junín (Forum des Femmes pour débattre et mobiliser autour de la lutte contre la crise du changement climatique), Lima (où beaucoup de femmes, avec une batucada et des drapeaux, ont marché afin de montrer que « les péruviennes continuent dans la lutte » ; et elles ont aussi participé aux débats à propos des Quatre Champs) et Puno (Assemblée des Paysannes).

Dans la capitale de **Martinique**, Fort-de-France, une manifestation a eu lieu la Journée International des Femmes, où des femmes ont marché sous le slogan « Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche ! » en solidarité avec les femmes tout autour du monde.

Dans le cadre de la 3^{ème} Action Internationale, des milliers de femmes et homes ont marché dans les rues de Montréal, **Québec**, vers le Bureau du Premier Ministre et, une fois là, ils ont fait une chaîne humaine pour dénoncer l'ignorance du Gouvernement face aux demandes des femmes et le recul des droits des femmes. Des membres de la MMF ont présenté leurs demandes aux Gouvernements québécois et canadien, comme la législation contre la publicité sexiste, la protection des droits reproductifs des femmes, la fin du recrutement militaire aux écoles ou la promotion du salaire minimum, entre autres.

Sous le slogan de la 3^{ème} Action Internationale, des mouvements sociaux, populaires et culturels, ainsi que des collectives féministes, ont dénoncé ensemble à Caracas, **Venezuela**, l'inégalité, la discrimination et la violence envers les femmes. En mars, avec des brochures et chants, ils ont levé leurs voix, afin d'assurer que leurs demandes étaient entendues, et ils sont descendus dans les rues.

Autres genres des actions créatives dans la rue ont eu lieu: à Buenos Aires, **Argentine**, où les femmes ont marché et ont ouvert un énorme drapeau « Carton rouge à la violence envers les femmes » au milieu du stade Boca Juniors, témoignant leur lutte contre la violence envers les femmes; à La Havane, **Cuba**; et Quito, **Ecuador**, où, le 14 mars, une promenade en vélo – pour “buen vivir” (bonnes conditions de vie) – fut promu pour la commémoration du 100^{ème} anniversaire de la Déclaration de la Journée International des Femmes et des 100 ans de lutte féministe. Des actions de sensibilisation ont accompagné cette promenade (la mise des posters tout au long du chemin, le partage des brochures et du théâtre dans la rue).

Au **Canada**, **Paraguay** et aux **États-Unis**, les activistes féministes rattachées à la MMF ont profité du lancement de notre Action Internationale pour partager nos analyses des Champs d'Action et mettre au point leurs propres demandes par rapport à chacun d'eux. Ceci a mis notre mouvement en évidence. La MMF a aussi participé à des manifestations et activités aux côtés d'autres féministes: au **Honduras**, pour attester sa résistance au coup d'Etat et en **Haïti**, pour se remémorer nos copines Magalie Marcelin, Myriam Merlet et Anne Marie Coriolan.

Asie-Océanie

Nos amies ont participé massivement aux manifestations locales et nationales, dans huit pays de la région, pour le début de la 3^{ème} Action Internationale.

Deux villes en **Bangladesh**, Dhaka and Rajbari, furent choisies par des organisations membres de la MMF pour mener des marches, débats et activités culturelles. À Rajbari, plus de 1.000 participants ont marché dans la ville, jusqu'à l'Académie Shilpokola (Académie Culturelle). Là, ils ont organisé un débat et des programmes culturels avec la participation de cinq organisations culturelles locales qui ont joué de la musique.

Au **Japon**, on a célébré le début de la 3^{ème} Action Internationale avec deux marches. La « Parade Mimosa », le 7 mars au centre de Tokyo, organisée pour demander la fin de tous



genres de discrimination envers les femmes. Beaucoup de groups – antimondialisation, droits des lesbiennes, avortement, anti militarisation, « femmes de réconfort », etc – ont participé à cette marche et au débat postérieur. De même, à peu près 800 femmes ont pris part au Rallye Central à Tokyo, le 8 mars, suivi d'une marche au centre-ville.

De centaines des femmes (des villes, paysannes et victimes de la violence), ont marché sous le slogan « Militarisme, Sexisme, OMC, Arroyo : prenez votre retraite ! » à Manille et autres 11 centres stratégiques de l'archipel des **Philippines**. Elles ont marché pour la paix et contre les bases militaires de États-Unis, contre l'utilisation du viol comme arme de guerre, pour la création d'emploi et des droits du travail, pour une réforme de l'agriculture et pour la fin immédiate de la violence domestique, des sévices (sexuels), et du trafic de femmes et filles.

Le 6 mars, 500 femmes ont participé au 26^{ème} Festival des Femmes Coréennes et à l'action de la MMF, commémorative de la Journée Internationale des Femmes au Séoul, en **Corée du Sud**. Ces femmes se sont habillées en trios couleurs –violet, pour représenter l'élection locale ; jaune, pour les droits des femmes ; et rouge, pour la campagne de socialisation du care-work (veiller sur des personnes dépendantes). Parmi les objectifs de l'action, transformer la société à travers le partage des responsabilités de « care-work » entre femmes et hommes, le renforcement et la défense des droits des femmes et l'augmentation des électeurs dans l'élection locale en juin 2010.

Le 27 mars, en **Nouvelle-Calédonie**, une mobilisation nationale eut lieu à la place centrale Mwa Kaa de la capitale, Nouméa. À cette mobilisation, la 3^{ème} Action Internationale s'est présentée, les quatre Champs d'Action de la MMF se sont débattus et le centenaire de la Déclaration de la Journée Internationale des Femmes s'est commémoré.

À Chattisgarh, en **Inde**, des représentantes de 18 organisations ont célébré le centenaire de la Journée Internationale des Femmes le 8 mars, tandis que plus de 1000 agricultrices, employées domestiques, employées non syndiquées, enfants travailleurs, femmes indigènes et jeunes des régions rurales ont fait partie d'une manifestation à Raipur le 19 et 20 mars. Dans cette dernière, les femmes marchaient avec des drapeaux, pancartes et posters et avec des slogans en faveur du genre d'emploi désiré pour tout le monde, se rappelant des luttes historiques des femmes du monde entier et revendiquant les droits des femmes au sein de la famille, des communautés et de la société.

En **Pakistan**, plus de 1.500 femmes se sont rassemblées au centre de Lahore pour la célébration de la Journée Internationale des Femmes le 8 mars. Même après l'attaque suicide à la bombe qui eut lieu au début du matin dans la ville, des milliers de travailleuses – travailleuses à domicile, employées domestiques, au four à briques et d'embellissement – ont participé à la marche avec des slogan anticapitalistes du genre « NON à l'injustice économique », « NON à la violence envers les femmes » et « A bas l'impérialisme américain ». Du 12 au 18, deux caravanes de femmes ont voyagé de Lahore à Fassalabal et de Hyderabad à Karachi. Réalisant des débats autour de la réalité des vies des femmes Pakistanaïses et des activités culturelles sur le chemin, la première caravane a arrêté dans cinq villes et la deuxième caravane a arrêté dans cinq villes et quatre communes.

Dans six villes différentes sur la côte nord-ouest du **Sri Lanka**, où les communautés de pêcheurs abondent, des activités autour le rôle des femmes dans la conquête de la démocratie ont eu lieu vers le 8 mars. Ces événements ont compté 250 ou 300 personnes à chaque ville et ils comprenaient du théâtre dans la rue, des présentations vidéo, assemblées, jeux pour enfants, etc. Tout cela faisait partie de la lutte des femmes Sri lankaises pour une société juste, libre de violence à l'encontre des femmes.

Europe

Des 13 pays du continent qui nous avaient informés de leurs plans, seule la **Catalogne** n'a pas réussi à les mettre en œuvre, du fait de la forte chute de neige. Les activistes de la MMF des autres 12 pays se sont faites entendre – avec leurs demandes politiques et critiques – dans les rues des capitales et d'autres villes en participant des activités suivantes :

Manifestations Nationales :

Dans les rues de Bruxelles, capitale de la **Belgique**, 5000 femmes et hommes appartenants aux collectives féminines, syndicats, partis politiques et mouvements sociaux, se sont rattachés à la manifestation du 6 mars avec des demandes politiques basées sur les quatre Champs d'Action de la MMF. À la fin, une plateforme des demandes des femmes fut livrée aux personnages politiques.

Les 6 mars, plus que 10.000 femmes ont traversé le Royaume-Uni pour marcher ensemble au centre de Londres, en **Angleterre**, pour la 3^{ème} édition de « Million Women Rise », une manifestation au niveau national contre la violence des hommes, et pour la célébrer la Journée Internationale des Femmes. Plusieurs entre elles ont parlé de l'expérience émotionnelle, inspiratrice et « empowering ». Toutes ensemble, elles ont chanté, répété et hurlé « Ça suffit ! » et ont aussi demandé justice et la fin de la violence envers les femmes autour du monde. Des intervenants et activistes artistiques s'étaient aussi rassemblés pour partager leurs histoires et expériences et pour donner l'exemple dans la lutte contre la violence des hommes.

Le 8 mars, Paris, **France**, était la ville hôte de la manifestation des femmes au niveau national. Avec 5000 femmes des diverses collectives et associations féminines, syndicats et organisations politiques, elles ont rappelé aux spectateurs et autorités l'importance de la Journée Internationale des Femmes dans la lutte pour l'égalité et la mise en place des lois (et non seulement comme commémoration, comme décrivaient les médias). La marche fit une arrête dans un grand hôpital, dénonçant la fermeture des centres spécialisées dans l'interruption de grossesses, une politique publique qui oublie le droit des femmes à un avortement gratuit et en sécurité.

Le 8 mars, sous le slogan « Nous ne célébrons pas, nous dénonçons », à peu près 300 femmes de 14 collectives féministes, associations, syndicats et ONG furent descendues dans les rues d'Athènes, en **Grèce**, et d'autres cinq provinces grecques. La Journée



Internationale des Femmes a été caractérisé par plein de grèves, et énormes manifestations des travailleurs qui dénonçaient les mesures d'austérité économique adoptées par le Gouvernement grec, dont les premières victimes étaient les immigrés.

Le 13 mars, la MMF a présenté à Saint-Jacques-de-Compostelle, en **Galice**, la 3^{ème} Action Internationale. On a rassemblé aux activistes de tous le pays avec une marche avec 14 « marcheuses », qui représentaient le désir d'un monde sans pauvreté et sans violence, la diffusion des demandes politiques et un acte de célébration dans la Place Cervantes. Ainsi, les activistes de la MMF ont montré la lutte des femmes pour la liberté, le rôle des femmes dans divers champs politiques et sociaux et le respect des droits des femmes dans le monde entier.

À Berne, en **Suisse**, la manifestation nationale fut un énorme succès où 8000 femmes, et quelques centaines d'hommes, de tous âges, ainsi que des femmes migrantes, ont participé. Plein de motivation, couleurs et enthousiasme imprégnaient la marche, accompagnés des « marcheuses » suisses et des slogans et drapeaux, tels que « Quand les femmes bougent, le monde bouge ! », et « changeons la vie des femmes pour changer le monde ».

Des marches locales, des rassemblements et d'autres activités:

Des rassemblements et des marches ont eu lieu le 8 mars de façon simultanée dans plusieurs villages en **Albanie** : Lezha (au nord), Alba Marini et Durres (au centre du pays) et Bajana Cevoli et Fier (au sud). À Lezha, des jeunes femmes du parlement de jeunesse et des amies Roms (tsiganes) de l'Association des Roms du Nord ont mobilisé des membres de la communauté et des leaders politiques dans le but de mettre fin à la violence, la discrimination et la pauvreté des femmes. Par le biais de plusieurs discours livrés durant la journée, elles ont invité les femmes et les hommes à se joindre à elles dans la lutte pour mettre fin à la violence à la maison et au travail.

Du 8 au 13 mars, une caravane féministe, composé de plusieurs fougounettes de femmes, sous le slogan « 2010 raisons de continuer à marcher » a voyagé 1000km à travers vingt villages et villes au **Pays Basque**, en commençant et terminant à Iruña (Pamplona). Elle a été lancé pendant la manifestation du 8 mars à Pamplona et a terminé avec un acte national politique. Pendant la caravane, on a recueilli des témoignages des femmes de Altsasu, Lizarra, Gasteiz, Laudio, Zornotza, Durango, Bilbao, Ermua, Zarautz, Donostia, Hazparne, Baiona, Leitza, etc, en plus de leurs peintures et peintures murales, avec l'objectif d'utiliser les motifs pour les robes des « marcheuses » nationales. Plusieurs activités, à la fois revendicatives et festives, ont également été réalisé pendant la caravane, avec la participation de plusieurs milles de femmes.

En **France**, des actions décentralisées se sont déroulées dans plusieurs villes : à Havre on a marché dans les rues pour illustrer les diverses lutes des femmes ; le lancement de la 3^e Action Internationale a eu lieu à Marseille autour des thèmes de la paix et la démilitarisation ; des militantes féministes se sont mobilisées à Strasbourg pour commémorer les 40 ans du Mouvement de libération des femmes ; à Toulouse 25 associations ont organisé une

action dans la rue où on a diffusé les revendications politiques des femmes pour le respect de leurs droits fondamentaux ; et une action a eu lieu à Valréas contre la fermeture d'une clinique de maternité.

Cinq villes en **Galice** – Coruña, Ferrolterra, Ourense, Pontevedra et Vigo – ont organisé des activités féministes pour lancer la 3^e Action Internationale ayant comme slogan « 100 ans de lutte, 100 ans de créativité ». Différentes activités ont eu lieu : des ateliers (notamment pour construire les « marcheuses »), des mobilisations, des manifestations (pour l'équité salariale, la souveraineté alimentaire, les droits des femmes à l'avortement libre et gratuit, etc.), et des actions de rue (en solidarité avec les Congolaises, etc.), une exposition sur la Palestine et plusieurs présentations à propos Marche mondiale des femmes.

La 3^{ème} Action Internationale a pris forme à Milan en **Italie** le 8 mars avec un visionnement d'un court métrage suivi d'une période de discussions sur la solidarité féministe à travers le monde et dans le contexte italien, en lien avec des actions organisées au début mars pour soutenir la lutte et les droits des migrantes et migrants. Des jeunes femmes présentes à l'activité de Milan ont été particulièrement inspirées.

À Skopje, la capitale de la **Macédoine**, le 7 mars, des militantes ont organisé une « Journée ouverte de lutte des femmes », ayant comme objectif principal la nouvelle loi sur l'égalité dans le pays comme partie importante de la lutte contre la discrimination basée sur le genre et la sexualité. Une assemblée plénière a eu lieu, suivie par des groupes de travail sur des sujets tels le genre, la violence domestique, la violence dans le milieu de travail, la Résolution 1325 de l'ONU et l'identité culturelle (en plus de la construction des « marcheuses »).

Des actions et activités décentralisées ont été organisées au **Portugal** dans différents villages et villes. Par exemple, le 8 mars à Lisbonne, une action de rue avec les « marcheuses » a eu lieu, ayant comme objectif la conscientisation concernant les quatre champs d'action de la marche. Le 13 mars un atelier créatif a été organisé à Coimbra pour construire des « marcheuses » et il y a également eu le visionnement d'une vidéo, un débat et un souper commémoratif. À Açores, une marche pour la paix et la démilitarisation a eu lieu, accompagné d'activités culturelles. Le 14 mars on a organisé une conférence à Lousã pour célébrer le double centenaire de la déclaration de la Journée internationale des femmes et l'implémentation de la République. De plus, dans le centre historique de Porto, une marche de mobilisation « flash » a eu lieu, suivi d'une danse et d'une fête.

Entre le 1^{er} et le 17 mars, des actions et manifestations de la MMF ont eu lieu dans plus d'une dizaine de villes et de villages en **Suisse**, avec diverses formes créatives et traitant des thèmes centraux des champs d'action de la MMF. Par exemple, à Neuchâtel, une présentation de danse flamenco a mis l'attention sur des causes structurelles de la violence conjugale, tandis qu'à Basel, des sculptures dans un parc ont permis aux militantes de faire de la conscientisation sur les conditions de travail abusives et les violations des droits des femmes, dont un grand nombre sont des immigrantes, dans le domaine des soins à domicile. La violence sexuelle subie par des femmes en temps de guerre et les impacts des conflits armés sur la vie des femmes ont été soulignés par des présentations faites à



Bienne. Une présentation théâtrale sur la guerre en Iraq a eu lieu à Zoug et on a visionné un film sur la Bosnie à Lucerne.

La ville de Diyarbakir en **Turquie** a été transformée en « Ville de femmes » du 5 au 8 mars. Les activités ont commencé avec une réception et un concert le 5 mars pour des représentantes d'ONG, de syndicats, d'organisations de femmes et des politiciennes. Beaucoup d'activités ont eu lieu les deux jours qui ont suivi, incluant des séminaires, forums, concerts, expositions, pièces de théâtre, etc. Des milliers de femmes, dont beaucoup de femmes kurdes, ont participé, le 8 mars, à une grande manifestation ayant comme revendications le besoin urgent que l'État Turque commence un dialogue pour la paix et que l'on trouve des solutions démocratiques aux enjeux kurdes. Une grande manifestation a aussi eu lieu le 7 mars à Istanbul. Le 13 mars, des militantes de la MMF ont organisé un forum sur la Marche mondiale et une chaîne humaine pour la paix s'est tenue dans les rues d'Antalya.

DES ACTIONS RÉGIONALES DURANT L'ANNÉE

Rencontre régionale des Balkans, du 19-21 mars

À Tirana, la capitale de l'Albanie, 65 femmes de six pays de la région (**Albanie, Bosnie-Herzégovine, Grèce, Macédoine, Monténégro** et la **Roumanie**) ont participé à cette rencontre historique où le Réseau de la MMF dans les Balkans a été formé. Les participantes se sont mises ensemble en solidarité et en action pour organiser, au-delà des frontières de la région, la lutte pour mettre fin aux politiques néolibérales et au patriarcat. Elles ont également confirmé l'organisation d'une Caravane féministe des Balkans qui traverserait divers pays en juin pour aboutir à Istanbul pour l'action régionale européenne (voir ci-dessous).

Rencontre régionale Asie-Océanie, du 10-12 juin

En juin, des femmes du **Bangladesh**, de la **Corée du Sud**, des **Philippines**, de l'**Inde**, d'**Indonésie**, du **Japon**, du **Népal**, de la **Nouvelle-Calédonie**, du **Pakistan** et de **Taiwan** se sont réunies à Quezon City, aux Philippines, pour la réunion régionale Asie-Océanie de la MMF. Durant cette activité, le 11 juin, une manifestation a été organisée pour dénoncer l'impérialisme des États-Unis dans la région, la violence militaire envers les femmes, des bases militaires étrangères, l'exploitation sexuelle des femmes et le libre échange. Des slogans ont été scandés tels « Assez de la violence militaire envers les femmes ! » « Assez des guerres des États-Unis et du militarisme ! » et « Arrêtez le soutien américain au terrorisme d'Israël ! »

Durant la rencontre régionale, les participantes ont développé un plan de travail et un calendrier d'actions autour des quatre champs d'action. Des actions simultanées au début octobre pour lutter pour la reconnaissance du travail domestique, la sécurité sociale et la promotion pour les gouvernements de politiques visant l'emploi local et durable ainsi

que des actions en solidarité avec les femmes en République démocratique du Congo (en octobre), des mobilisations du 11 au 20 novembre contre la réunion du G-20 (en Corée) et des activités contre le trafic et la prostitution en novembre étaient au menu.

Les membres de notre Comité international pour la région (des Philippines et du Pakistan) ont souligné comment la rencontre était positive. Les participantes ont été contentes de pouvoir partager ensemble leurs luttes nationales et régionales et décider collectivement de demeurer unies comme une seule région, plutôt que de créer une région séparée pour l'Océanie francophone.

Action européenne régionale le 29-30 juin

L'action européenne de la MMF a commencé le 29 juin avec la réception de la Caravane féministe des Balkans, avec des femmes de l'**Albanie**, de la **Macédoine**, de la **Pologne** et de la **Grèce**, à la Place Gezi à Istanbul, Turquie. À partir de ce lieu, les femmes ont marché vers le port pour une promenade en bateau qui longe l'île Maiden, point de rencontre entre l'Asie et l'Europe. Les femmes ont dénoncé la fausseté des arguments et des pratiques patriarcales qui confinent les femmes et les excluent de la vie publique sous le prétexte de les protéger.

Plus de 500 femmes de 25 pays (l'**Albanie**, l'**Allemagne**, la **Belgique**, le **Brésil**, le **Canada**, la **Catalogne**, le **Chypre**, l'**État espagnol**, la **France**, la **Galice**, la **Grèce**, l'**Iraq**, l'**Italie**, le **Kurdistan**, la **Macédoine**, le **Maroc**, le **Pays Basque**, la **Pologne**, le **Portugal**, la **Romanie**, le **Royaume-Uni**, la **Suède**, la **Suisse**, la **Syrie** et la **Turquie**) ont participé au forum et aux débats qui ont eu lieu le lendemain, le 30 juin. Les activités ont débuté par des présentations féministes culturelles et une présentation de l'histoire des mouvements de femmes turcs et kurdes et de la situation des femmes en Europe. Par la suite, les participantes se sont divisées en 13 ateliers et panels pour discuter des champs d'action et d'autres enjeux, tels la résistance des femmes durant les grèves en Turquie ou le droit des peuples de décider de leur avenir. À la fin de l'après-midi, les participantes en plénières ont exprimé leur solidarité avec les femmes kurdes, chypres, palestiniennes et iraqi. La période de débats s'est terminée par l'adoption d'une déclaration et d'un calendrier d'action pour 2010, soulignant l'action de clôture de notre 3^e action internationale en République démocratique du Congo. À la fin de la journée, les participantes au forum se sont jointes à 5000 personnes, majoritairement des femmes, pour une manifestation dans les rues de la ville. Au son des slogans, comme « jîn, jîjan, azadî » (femmes, paix, liberté), des rythmes et des tambourines, des femmes ont pris la rue pour lutter en faveur de la paix.

Lors du Forum social européen, qui s'est tenu entre le 1^{er} et le 4 juillet, la MMF Europe a organisé un atelier pour partager nos expériences de construction d'un mouvement féministe dans le continent et de la Troisième action internationale. Une activité spécifique a été promue par la MMF des Balkans pour faire connaître la situation des femmes dans cette région.



Action régionale des Amériques, du 16-23 août

Des missions humanitaires dans 14 régions de Colombie, un grand forum à Barrancabermeja et une Vigile pour la vie devant la base militaire de Palanquero, à Puerto Salgar. Voilà les actions réalisées lors de la Rencontre des femmes et des peuples des Amériques contre la militarisation. La délégation organisée par la Marche mondiale des femmes était composée de 30 femmes venues de 10 pays. Elle comprenait des déléguées de la MMF (du **Brésil**, de **Cuba**, d'**El Salvador**, du **Guatemala**, d'**Haïti**, du **Mexique**, du **Paraguay**, du **Pérou** et du **Québec**) et de mouvements alliés (d'**Argentine**, du **Brésil** et du **Paraguay**). Cet événement a permis aux participantes de confirmer les intérêts économiques et géopolitiques derrière la stratégie du gouvernement colombien depuis plus de quarante ans, en plus de démontrer leur solidarité avec les Colombiennes et Colombiens.

Des missions humanitaires ont eu lieu les 18 et 19 août. Des déléguées ont visité 14 régions de la Colombie pour témoigner du climat de terreur dans lequel vivent les femmes et le peuple colombien dans leur vie quotidienne, comme impact de la militarisation de leurs territoires. Suite à ces visites, environ 2 500 personnes ont été présentes au Forum de débats de la Rencontre de femmes et des peuples contre la militarisation qui s'est tenu les 21 et 22 août. Pendant les matinées, les réunions plénières ont combiné des spectacles culturels à des analyses politiques et des témoignages de plusieurs résistances. L'après-midi, des groupes de travail ont permis d'approfondir les débats et d'aboutir à des accords d'actions conjointes. Les débats ont pu mettre la lumière sur le système patriarcal qui soutient le militarisme et le capitalisme et qui fait partie de la vie quotidienne des femmes, qui subissent notamment l'humiliation et la violence sexuelle.

Le 23 août, une Vigile pour la vie a eu lieu devant la base militaire Palanquero, à cinq heures de voyage de Barrancabermeja. Cette activité a marqué la clôture officielle de la rencontre. De la musique, de la danse et du théâtre ont côtoyé de nombreux discours dénonçant les conséquences directes des guerres et des conflits sur la vie des femmes, telles l'appropriation de leurs corps et la violence sexuelle, la criminalisation des membres des mouvements sociaux et la restriction de leur droit à la liberté de mouvement, le rôle de l'industrie des armes qui profite des conflits, etc.

DES ACTIONS NATIONALES DURANT L'ANNÉE

Le 22 mai au Mali

Une « Marche pour une paix durable » a eu lieu le 22 mai à Gao (région du Sahel-Sahara où des conflits armés sont récurrents et siège social d'Al Qaida Maghreb) au Mali, avec la participation de 1000 femmes et hommes de partout à travers le pays. Des femmes ont voyagé pendant des jours pour se réunir pour manifester, chanter et danser leurs slogans et leurs revendications : « Femmes en marche jusqu'à ce que nous serons toutes libres! », « Ensemble tout est possible », « Femmes en marche pour le développement humain durable », « Changer la vie des femmes pour changer le monde, changer le monde pour

changer la vie des femmes » et « Non à la prolifération des armes ». Cette marche a été une activité incontournable de l'Action internationale de 2010 au Mali.

Le 12-13 juin en France

Une fin de semaine d'activités a été organisée pour la 3^{ème} Action Internationale de la MMF à Paris, avec un forum de deux jours « Femmes en marche, luttes des femmes » où des discussions et des débats autour des champs d'action de la MMF et la préparation de la participation française à l'événement de clôture en République démocratique du Congo ont été à l'ordre du jour. Le samedi après-midi, la majorité des 800 participantes au Forum ont pris part à la manifestation nationale de la MMF à la Place de la République, avec 5000 femmes de plusieurs groupes et organisations. La marche a été suivie d'un concert féministe et un banquet à la Place de Stalingrad. Les revendications des participantes pour mettre fin à la violence conjugale ont été renforcées par le fait qu'une femme de la ville a été assassinée la fin de semaine qui a précédée les actions.

À travers le monde le 23 août

En réponse à l'appel à l'action lancé par les mouvements qui ont convoqué la réunion, des manifestations de rue, des discours et des veillées dans différentes parties du monde ont démontré la solidarité avec les femmes et les peuples de la Colombie et des Amériques et la condamnation de la militarisation.

Au **Brésil**, des actions ont eu lieu dans la ville de São Paulo (la distribution de tracts dénonçant la présence de forces militaires étrangères en Amérique latine), au sud-est du Brésil, et dans la ville de Mossoró, dans le nord-est (un débat sur la présence militaire étrangère dans le continent, suivi par le lancement de la vidéo sur la 3^e Action internationale de la MMF au Brésil), avec la participation de divers mouvements sociaux.

À Barcelone, en **Catalogne**, des femmes ont organisé, en face du consulat de la Colombie, une veillée aux chandelles contre la guerre et la militarisation. En **Colombie**, une veillée contre la militarisation et pour la vie a eu lieu le 23 août, dans le Parc des étudiants de la ville de Cali, veillée organisée par le Collectif de non-violence. À Maracaibo, dans l'état de Zulia, au **Venezuela**, une activité culturelle avec la présentation de groupes de musique et de l'œuvre théâtrale « Mère Colombie » a réuni le même jour différents groupes, organisations et institutions, sous le slogan « Pour la vie et l'intégration latino-américaine, non à la militarisation de notre Amérique ».

De l'autre côté de la planète, en **Corée**, les femmes sont descendues dans la rue pour exiger la fin des exercices militaires des États-Unis sur la péninsule coréenne, en dénonçant les menaces pour la paix dans le monde représentées par l'hégémonie militaire étasunienne, et en s'opposant à l'installation de nouvelles bases militaires en Colombie. Le 19 août ont eu lieu des actions devant la base militaire de Bupyeong, à Incheon.



D'août à octobre, Préparation pour la caravane Kenyane

La MMF Kenya a organisé une caravane de paix composée de 19 femmes, qui a quitté Nairobi très tôt le 11 octobre et qui a pris trois jours – en passant par les communautés Samburo et Kericho au Kenya, la communauté Kampala en Uganda, et Kigali au Rwanda – pour arriver à Bukavu pour l'Évènement de clôture.

Le processus de préparation de la caravane s'inscrivait dans les actions de la CN comme faisant partie de la 3^e Action internationale et de la MMF comme mouvement permanent. Les Kenyanes ont organisé des activités de sensibilisation du public, comme des forums des communautés et des vidéos revendicatifs à propos des réalités vécues par les femmes congolaises, la violence sexuelle dont elles sont victimes, et à propos des raisons économiques et des intérêts géopolitiques derrière le conflit. Elles ont mis de l'avant des activités culturelles et de recherche de financement, de même que du travail de lobby pour permettre aux femmes autochtones d'obtenir des papiers d'identité afin de prendre part à la caravane et quitter le Kenya.

Les 30 septembre et 1er octobre en Haïti

À l'occasion d'un atelier le 30 septembre, près de 60 femmes provenant de plusieurs différentes organisations de femmes de partout à travers le pays, se sont rassemblées pour débattre de leurs revendications en lien avec les quatre champs d'action. Le 1er octobre, ces revendications ont été présentées, en présence de près de 100 personnes, aux autorités haïtiennes telles que le Directeur général du ministère de l'Agriculture, un représentant du Premier ministre, le Secrétaire général de la sécurité publique et la « protectrice des citoyens » qui agit comme pont entre la société civile et l'État haïtien. Elle s'est engagée à transmettre ces revendications aux autorités compétentes en la matière pour suivi.

Le 12 au 17 octobre au Québec

L'action de la MMF au Québec était composée d'une série de marches et actions ayant lieu du 12 au 16 octobre dans différentes villes, et culminait par une grande manifestation à Rimouski le 17 octobre. Chaque journée d'action était consacrée à des revendications pour chacun des champs d'action, plus la mise en lumière des enjeux des droits des femmes autochtones le 16 octobre. La participation le 17 octobre a dépassé les attentes, puisque 10.000 personnes se sont rassemblées loin des grands centres au Québec en solidarité avec les femmes de la RDC, pour dénoncer la violence envers les femmes particulièrement présente dans les pays en guerre, et pour réclamer la fin des discriminations envers toutes les femmes.

Le 28 octobre au Togo

Les militantes de la MMF-Togo ont organisé un atelier de restitution sur l'Évènement de clôture de la 3^eme Action Internationale à Bukavu en RDC, avec la participation de plusieurs associations de femmes.

Le 27 novembre au Mozambique

Des femmes de Maputo, la capital du Mozambique, et provenant de 10 provinces du pays ont participé à une action nationale le 27 novembre organisée dans le cadre de la 3^{ème} Action Internationale. Une grande marche a célébré le 10^e anniversaire de la première action internationale et de la lutte de la MMF pour les droits des femmes, pendant que des activités simultanées ont pris place dans toutes les provinces.

ÉVÈNEMENT INTERNATIONAL DE CLÔTURE, 13 au 17 OCTOBRE

L'évènement de clôture de la 3^{ème} Action Internationale a pris place à Bukavu, dans le Sud Kivu, en République Démocratique du Congo et consistait en une série d'activités : panels sur les quatre Champs d'Actions de la MMF ; une visite de solidarité à Mwenga avec l'inauguration d'un mémorial; une journée d'échange entre les représentantes des MMF des différentes régions du monde et les femmes congolaises ; une foire alimentaire et artistique ; une plantation d'arbre ; et une Marche des femmes pour la paix.

La délégation internationale de la MMF était composée de 144 femmes venues de 40 pays des cinq régions du monde. En comptant aussi les membres des délégations organisées par les mouvements alliés (CADTM – Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, la Caravane belge pour la paix et la solidarité, le CECI – Centre d'étude et de coopération internationale du Canada, la CSI – Confédération syndicale internationale, et la WILPF – Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté), nous étions plus de 220 femmes originaires de 41 pays dont la plupart africains. Les délégations les plus nombreuses étaient celles du Burundi et du Kenya suivies par la délégation européenne, composée par des membres originaires de 10 pays. La diaspora congolaise était représentée dans les délégations de la Belgique, de la France et de l'Angleterre.

La clôture de la 3^{ème} Action Internationale de la MMF en RDC a aussi été une grande réussite en termes de mobilisation. En RDC, nos copines ont parlé d'« engouement », de la fièvre de la Marche Mondiale des Femmes, mouvement duquel toutes les femmes souhaitaient faire partie. Les chiffres le prouvent: nous estimons donc que 3000 personnes dont la plupart femmes ont participé aux débats et autres activités réalisées à l'Athénée d'Ibanda (entre le 13 et le 16 octobre), en plus des 250 journalistes accrédités, provenant de la presse nationale et internationale confondu. Nous estimons encore que 1000 personnes ont participé à la visite à Mwenga et qu'à ce nombre se sont ajoutées plus de 2000 personnes de la population locale. De plus, nous estimons aussi que plus de 20 000 femmes (et hommes) appartenant à de différentes tendances politiques et secteurs sociaux ont participé à la marche des femmes pour la paix qui s'est déroulée le 17 octobre et qui a clôturé la 3^{ème} Action Internationale.

LE 17 OCTOBRE: ACTIONS NATIONALES DE SOLIDARITÉ

Pendant que la délégation internationale était à Bukavu, des femmes de partout à travers le monde ont participé à des manifestations dans les rues, des actions et autres activités



simultanées à l'évènement de clôture de la 3^e action internationale. 10 CNs ont démontré leur solidarité avec les femmes vivant dans des zones de conflit (dans plus d'une ville pour certains pays) :

10 octobre

Activités de la MMF à Bruxelles, **Belgique**

13 octobre

Activité à Potosi, **Bolivie**, en solidarité avec les femmes de la RDC

12 au 17 octobre

Séries d'actions et de marches locales et régionales au **Québec**

14 octobre

Action de la MMF à Berne, **Suisse**

16 octobre

Conférence de la MMF sur les droits humains des femmes, Rabat, **Maroc**

Manifestation de la MMF à Canaletes, Barcelone, **Catalogne**

Action de la MMF en solidarité avec les femmes de la RDC, Cologne, Allemagne

16 et 17 octobre

Mobilisation des comités d'États de la MMF au **Brsil** pour la clôture de la 3^e action internationale

Manifestations en **France**: Paris, Narbonne, Valence, Marseille, Rennes et Périgueux

17 octobre

Action de clôture de de la 3^e action internationale en **Galice**

Manifestation nationale à Rimouski au **Québec**

2^e action de la MMF à Neuchâtel, **Suisse**

18 octobre

Activités de la MMF au Chiapas, **Mexique**

21 octobre

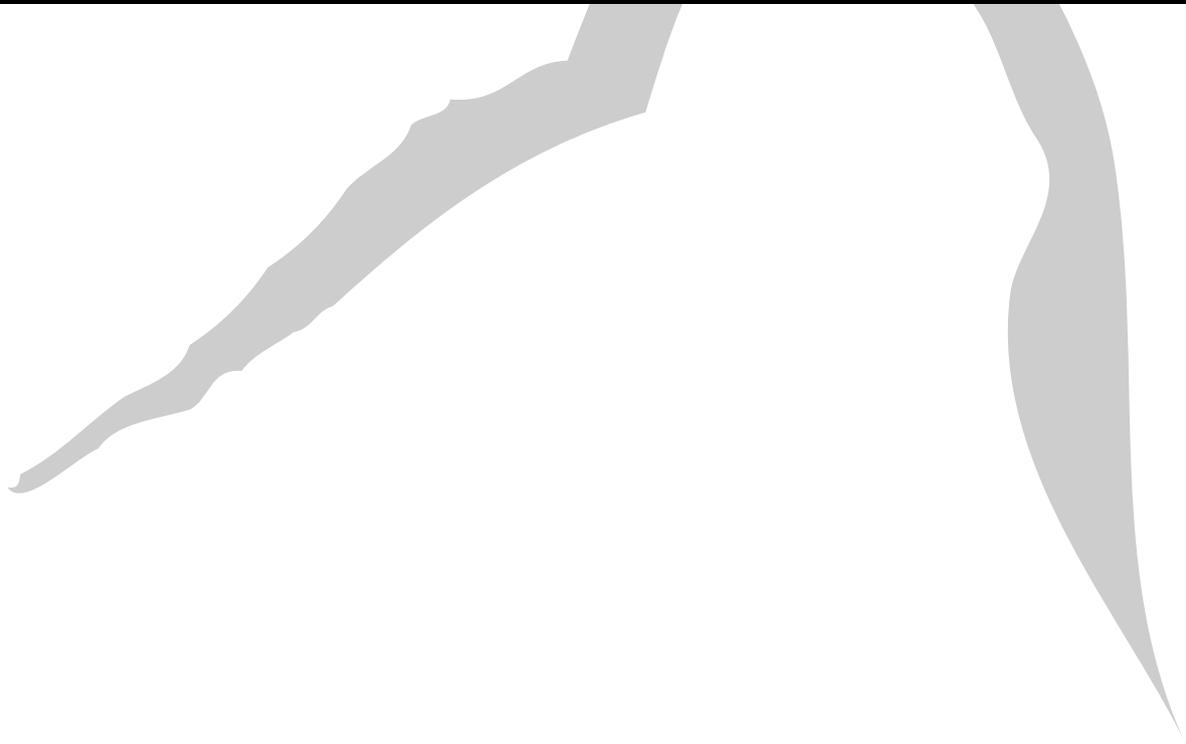
Évènement "femmes en conflits" organise par la MMF, Montpellier, **France**

Plus d'information sur chaque action nationale de solidarité autour du 17 octobre : http://www.mmm2010.info/news-1-fr/acciones-en-solidaridad-a-las-mujeres-congolesas?set_language=fr

"Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche!"



Document 6





Contexte sociale, politique et économique actuel*

La 8ème Rencontre Internationale de la Marche Mondiale des Femmes aura lieu en novembre 2011. Ce sera un moment important car nous pourrons alors faire le point sur notre troisième Action Internationale et également travailler sur notre fonctionnement en tant que mouvement féministe anti-capitaliste dont les groupes de base sont les racines. Il nous faut effectuer une analyse commune des conséquences de cette crise historique du capitalisme, touchant davantage les pays occidentaux. Il nous faut aussi analyser la croissance du conservatisme et de la militarisation partout dans le monde.

Ce texte élaboré par le Comité International est un apport au débat dans le cadre de la préparation des Coordinations nationales pour la Rencontre Internationale. Il se base sur une lecture de la crises économique, financière, environnementale et du modèle de reproduction sociale du capitalisme, qui accroît les inégalités et les contradictions. Il réaffirme que la société reproduit la violence envers les femmes comme un outil permanent de contrôle sur leur corps et leur vie. Il doit être complété par des exemples à l'échelle régionale, nationale et locale. Toutes les contributions sont les bienvenues. La date limite pour recevoir les contributions au Secrétariat international sera le 11 septembre. Nous savons que la situation change à tout moment et nous insistons pour dire que ce document n'est pas et ne sera pas un document final. Nous vous invitons à le lire non seulement avec les groupes participants de la MMF dans votre pays, mais aussi avec d'autres mouvements et organisations qui partagent notre vision et nos valeurs.

Le cadre actuel permet plusieurs interprétations pas forcément opposées les unes aux autres. La crise financière, le chômage, l'endettement dans les pays du Nord ont favorisé la remise en question du modèle et du discours néolibéral, en plus d'augmenter les mobilisations sociales. En même temps, les politiques néolibérales reprennent de la force en continuant ses mêmes vieilles formules, par exemple, la diminution des services publics et le manque de respect aux droits des travailleuses tandis que le taux des bénéfices des entreprises, (y compris les financières), et les budgets militaires sont conservés et augmentés. La pression sur les «actifs réels» tels que les terres et les immeubles augmente, provoquant l'accaparement des territoires des paysans, autochtones et populations traditionnelles. Dans quelle mesure les pays du Sud bénéficient-ils de la hausse du cours des *produits de bases (commodities)* et de leur économie tournée vers le marché intérieur ?

Ce qui est flagrant, c'est l'expression publique et politico-électorale des secteurs ultraconservateurs qui portent atteinte à nos droits comme femmes, à nos droits civils, sexuels et reproductifs. Les moyens de communication, contrôlés par les grandes sociétés,

*Texte pour le débat à la 8ème Rencontre Internationale de la MMF, novembre 2011

très souvent multinationales mais aussi appartenant à des puissantes familles dans certains pays, renforcent cette offensive ainsi que la criminalisation de la pauvreté et des luttes sociales. Devant ce scénario, les secteurs de gauche, jusqu'à maintenant, n'ont pas répondu dans la même mesure.

Pendant cette période, on assiste à une recrudescence de la violence envers les femmes, exprimée à travers des féminicides, et ce malgré l'existence de plusieurs lois contre la violence sexiste. En particulier, nous notons, sur tous les continents, l'augmentation de la violence contre les femmes actives dans les mouvements sociaux et contre leurs familles. Cette situation se reflète également dans le viol et la persécution des femmes, en particulier dans des contextes de militarisation.

Crise, travail, migration

Le travail effectué par les femmes, quelle que soit sa forme, est au cœur de l'organisation économique et commerciale de la société dans le système capitaliste, raciste et patriarcal. Les femmes continuent à être responsables des tâches ménagères – soit au foyer, dans les communautés, dans le secteur des services, et reproduisent le modèle que la société capitaliste et patriarcale leur a historiquement assigné. Elles constituent aussi la majorité des travailleurs dans des domaines qui soutiennent des communautés entières tels que la production agricole et paysanne, la pêche artisanale et les petites usines. Il en est de même dans les activités soumises (intégrées) au marché globalisé comme la couture, l'industrie de la chaussure, l'agro-exportation et tous les secteurs qui ont besoin de main d'œuvre intensive.

Un des aspects de la crise systémique est la crise du modèle de reproduction sociale basée sur la division sexuelle du travail, qui attribue aux hommes un travail productif (la production de marchandises) et aux femmes un travail reproductif (le soin aux personnes), en plus d'établir une hiérarchie où le travail productif est plus important que le travail reproductif. Dans la phase néolibérale du capitalisme, ce modèle subordonne la relation des soins entre les personnes aux règles du marché; basés sur l'efficacité et l'efficacé dans le but d'augmenter les profits. Cette tension est encore plus évidente dans le cadre de la privatisation des services publics en matière de santé, d'éducation et de distribution de l'eau. Face à l'affaiblissement intentionnel et à l'inexistence des services publics ou communautaires pour le soin aux personnes (enfants, personnes âgées ou malades), ce sont les femmes qui assument individuellement cette tâche historiquement invisible et non rémunérée.

Cette situation d'exploitation stimule la migration internationale des femmes, soit entre les pays de l'hémisphère Sud, mais surtout vers les pays du Nord. Dans certains cas, cela conduit à des situations où un pourcentage de femmes dans le Nord finit par exploiter ces migrantes pour accomplir le travail de reproduction sociale et, en même temps, le travail dans la production pour le marché. Cela se conjugue avec des politiques gouvernementales et des actions organisées par des entreprises, y compris par le crime organisé qui est un des acteurs de la traite des femmes pour le travail forcé.



Dans de nombreuses communautés¹, les versements de la diaspora subviennent aux besoins quotidiens et apportent des améliorations à l'infrastructure quand l'État est tout à fait absent. Ces versements intéressent les gouvernements d'origine car ils leur permettent de réduire la pression interne pour les emplois et les services et assurent aux pays les versements nécessaires aux paiements des dettes et des *royalties* aux multinationales. Les entreprises des pays du Nord et les gouvernements sont intéressés par la main d'œuvre immigrée car elle accepte tout type de travail, même dans des conditions précaires et devient la première licenciée lorsque le besoin de main d'œuvre diminue.

Malgré la crise, le chômage, la baisse des rendements et même le retour des migrants vers leur pays d'origine, la remise des fonds des migrants vers leur pays continue à être plus élevée que le montant total de l'aide publique au développement.

Une fois de plus, les femmes sont rendues invisibles quand il s'agit de débattre de la crise. Le chômage masculin est mis en évidence et on ignore le fait que les femmes ont conservé leurs emplois parce que leur insertion sur le marché de travail est toujours allée de pair avec les salaires inférieurs et la non reconnaissance de leurs droits; il n'y a jamais eu de plein emploi pour elles. Les statistiques officielles ne considèrent pas le chômage féminin, qui est caché par le travail de soin aux enfants, les tâches ménagères, l'échange de travail par des services et les activités sous-rémunérées.

D'une façon générale, on se sert de la crise pour imposer aux travailleuses et travailleurs les pertes aussi bien de droits que de salaire, de licenciement de fonctionnaires, secteur où se concentrent les femmes qui travaillent. Malgré les manifestations et les grèves dans certains pays, les syndicats ne parviennent pas à garder les acquis. Dans de nombreux pays, en plus de la réduction des revenus, le prix des denrées alimentaires et des services publics a augmenté, d'où une croissance de la pauvreté.

Dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques), on observe une tendance à la baisse des rémunérations du travail dans le PNB en relation à la rémunération du capital. On observe aussi des changements dans les programmes de retraite et de Sécurité sociale (dans les pays où ça existe). Cela a un plus grand impact sur les femmes qui étaient déjà discriminées par les mêmes systèmes en ne reconnaissant pas le travail de reproduction sociale.

Crise et conservatisme

Avec la crise, on voit se développer une pensée ultra-conservatrice qui a relégué au second plan tout ce débat et a remis à l'ordre du jour l'éloge de la famille patriarcale et l'accusation des femmes d'être responsables des problèmes sociaux (y compris le chômage masculin). La xénophobie, le racisme et la lesbo et homophobie sont d'autres éléments qui caractérisent cette pensée ultra-conservatrice.

1. Comme Mali, Pérou et Équateur.

Nous observons une offensive de la part des secteurs religieux conservateurs – soit catholique, évangélique, hindou ou musulman - qui s'opposent aux droits légitimes des femmes et à la lutte qu'elles mènent pour les défendre. Ces groupes exercent des pressions non seulement de l'extérieur, mais sont également présents de manière très organisée dans le pouvoir d'État (législatif, exécutif et judiciaire) et les institutions. Cela est visible, par exemple, dans l'offensive des milieux chrétiens contre les droits sexuels et reproductifs ou dans celle des extrémistes musulmans contre l'approbation et la mise en pratique des codes de la famille qui reconnaissent que les femmes sont sur un pied d'égalité avec les hommes.

Il faut explorer les liens existant entre l'offensive citée ci-dessus et l'exploitation croissante du travail des femmes. En voici quelques exemples: la façon dont les idéaux de la famille patriarcale sont utilisés de façon à ce que les hommes au chômage en arrivent à croire que c'est tout à fait juste de contrôler l'intensité et la rémunération du travail de leur femme. Le fait aussi de profiter du harcèlement sexuel pour contrôler le travail des femmes dans les *maquillas* (usines qui utilisent la main d'œuvre de façon intensive) et enfin le fait de faire appel à la violence sexuelle pour punir les femmes qui réclament leurs droits et pour semer la terreur.

Pour renforcer le modèle capitaliste et patriarcal de sortie de crise, les alliances avec les secteurs conservateurs, y compris les fondamentalistes religieux, sont multipliées. En théorie, le «développement capitaliste» brise les grilles de la famille ou des clans afin que chacun soit libre pour vendre sa force de travail ou consommer. C'est l'idéologie de l'expérimentation ou du nouveau soutien, la fabrication des produits (dont beaucoup ne sont pas même utiles ou sains pour la santé), la circulation des marchandises et les profits. Cependant, le capitalisme n'a jamais pu se passer de la famille qui produit des travailleurs formés ayant leurs besoins de base satisfaits grâce au travail des femmes. Ainsi, lors de la crise, la formation des classes travailleuses se renforce en faisant appel aux valeurs de la famille et aux femmes en tant que gardiennes du foyer.

Il est évident que la démocratie et les droits sont attaqués partout dans le monde, depuis le fonctionnement sélectif des systèmes juridiques (très lents quand il s'agit des attaques aux droits collectifs et très rapides quand il s'agit de la criminalisation des pauvres, émigrés ou des luttes sociales) jusqu'au soutien aux coups d'Etat (comme celui qui a eu lieu au Honduras).

Cet assaut ultraconservateur se sert de la propriété et du contrôle des médias dans le but de faire une guerre idéologique qui cherche à détourner l'attention des thèmes de fond ainsi qu'à imposer sa version sur la crise et ses « solutions ». De plus, ils utilisent des femmes comme porte-parole publiques d'une politique conservatrice. Ainsi, de la même façon que Margareth Thatcher a représenté le néolibéralisme et s'est opposée à l'organisation des syndicats au cours des années 1980, Sarah Palin ou Marine Le Pen² se démarquent comme étant les représentantes d'un fascisme « moderne » contre lequel nous devons nous élever, avant qu'il n'élargisse l'éventail de ses positions.

2. Sarah Palin a été candidate à la vice-présidence des Etats-Unis pour le Parti Républicain, aux élections de 2008. C'est la principale représentante du "Tea Party", groupe conservateur et anti-Etat. Marine Le Pen est présidente du FN (Front national), parti français d'extrême droite.



Changement climatique et crise environnementale et énergétique

Au cours du débat sur la crise, les mouvements environnementaux, des autochtones et des paysans ont réussi à faire comprendre à beaucoup d'autres mouvements et secteurs de la société que la crise met en contradiction des personnes et des entreprises avec la nature. Cela a permis d'organiser des actions communes contre les solutions trompeuses apportées au changement climatique.

Les réponses à la crise environnementale proposées par le capitalisme vert comprennent la création du marché du carbone, le renouvellement de la flotte des moyens de transport individuels et des électroménagers moins performants pour ceux plus efficaces ou employant des énergies renouvelables. Il favorise le développement de ces formes d' « énergie propre » qui ne respectent pas les droits des communautés, comme l'agro-combustible, qui entraîne l'expansion de la monoculture, l'accaparement des terres, la contamination de la nature provoquée par les OGMs et l'emploi intensif d'engrais chimiques, et même l'énergie nucléaire. Il est clair que ce sont les régions les plus pauvres ou les moins « développées » (du point de vue du modèle capitaliste) qui deviennent des zones d'approvisionnement d'énergie pour les régions les plus riches et industrialisées. Ceci est valable tant pour les pays pauvres comme pour les riches, comme au Japon, où le séisme et le tsunami du 11 mars 2011 ont montré au monde les inégalités économiques qui existent entre la région de la centrale nucléaire de Fukushima et le reste du pays. Dans de nombreux autres pays, les centrales électriques, dont le but principal est de servir les grands centres industriels et non les communautés autour d'eux, sont installés dans les zones de vie des peuples autochtones ou paysans.

Malgré les discours propagandistes prêchant la responsabilité environnementale, les grandes compagnies minières et pétrolières multinationales poursuivent leurs projets qui détruisent de grandes étendues de terre qu'ils exploitent intensivement et contaminent l'eau; elles exploitent très souvent une main d'oeuvre esclave et ont des rapports avec les groupes armés.

Les grands projets ou catastrophes sociales qui amplifient les conséquences des événements naturels tels que les tremblements de terre, les orages et la sécheresse entraînent des déplacements de population et la réoccupation des territoires par les grandes entreprises ou les gouvernements de pays étrangers, (l'accaparement des terres). Dans les zones urbaines, des processus semblables ont lieu pour les mêmes raisons ou à cause de la réalisation de grands événements sportifs internationaux, ou à cause de l'industrie du tourisme et du divertissement, ou simplement pour la spéculation.

Il y a de nombreux points communs entre les stratégies des entreprises et le discours de l'appropriation / domination de la nature, des territoires et des corps des femmes. Il y a un parallélisme entre l'utilisation de la nature et du temps des femmes: ils semblent inépuisables

et flexibles en servant à maintenir les marges de profits stables et imperméables aux effets des crises cycliques du capitalisme.

Il faut renforcer notre action politique pour récupérer le territoire des femmes: leur corps et leurs terres, mais aussi l'eau, la biodiversité et la culture des personnes qui vivent depuis des générations dans ces territoires.

L'offensive du marché contre la nature est présentée comme étant la solution à de nombreux aspects de la crise actuelle. Tout d'abord, la création de nouvelles façons de circulation de monnaie n'ayant aucun rapport avec la production réelle de biens et de services telles que le marché du carbone, c'est à dire le «droit» de polluer négocié en bourse. Puis, une nouvelle légitimité des processus de négociation de l'ONU, comme la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique (COP) ou la prochaine Conférence Rio +20. Ces processus de négociation sont similaires aux processus des conférences de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et, en même temps, «donnent une nouvelle dimension» à la Banque mondiale qui, est connue jusqu'à présent pour avoir financé de grands travaux menant à la dévastation de l'environnement, elle devient aujourd'hui gestionnaire du Fond pour le climat.

Dans ce contexte, les tentatives d'instrumentalisation des femmes se répètent. La REDD (la Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation) est un mécanisme qui soustrait aux peuples autochtones le contrôle de la forêt où ils ont vécu pendant des générations, transférant ce contrôle aux gouvernements, entreprises et ONGs à leurs services. En échange, des ressources (probablement issues du marché du carbone) sont promises aux femmes à l'instar de ce qui a été promis pendant l'OMC dans le cas des brevets sur les savoirs traditionnels. Alors que les organisations autochtones et paysannes adressent de vives critiques à ces mécanismes, quelques ONG travaillant avec les femmes font une propagande ostentatoire du REDD, comme s'il s'agissait d'une «opportunité pour les femmes», comme si les femmes bénéficieraient des soi disant ressources devant parvenir à leurs communautés.

L'illusion selon laquelle de nombreuses ressources et contributions d'entreprises circuleront à cause du changement climatique suscite beaucoup de confusion dans les organisations sociales, particulièrement, dans une période où les aides publiques au développement et les montants mobilisés par les organisations sociales du Nord diminuent.

Dette et libre échange

L'augmentation de la pauvreté et la dépendance de certains pays, conséquences des programmes d'ajustement structurel, et plus récemment de la crise financière, révèlent la faiblesse des stratégies néolibérales. Cependant, les piliers fondamentaux de cette stratégie, la dette et le libre échange, continuent à fonctionner et sont même en pleine expansion.



La hausse de l'endettement des ménages, même limitée à ceux en situation de chômage et touchant de bas salaires, continue à être un moyen de stimuler le marché des consommateurs, sans qu'il y ait une distribution de la richesse.

Les gouvernements s'endettent dans l'expectative de la croissance à venir. En plus de l'hypothèque imposée aux futures générations, une grande partie de cette dette est utilisée pour construire des infrastructures utiles aux grandes multinationales présentes dans ces pays. En temps de crise, voici le discours dominant par rapport au remboursement de la dette: « Payez avec la réduction des services publics. »

Les négociations ayant pour but l'allègement de la dette des pays pauvres (PPTC Pays pauvres très endettés - HIPC en anglais) exigent que les contreparties privatisent ou instaurent des lois internes favorisant les intérêts des multinationales.

La Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international FMI continuent d'imposer les conditions de négociation, même s'ils n'ont plus la légitimité qu'ils avaient dans les années 80. A présent, les pays accèdent plus facilement aux prêts en espèces ou basés sur l'échange de produits, y compris les investissements directs faits par la Chine.

En ce qui concerne l'ouverture des marchés et des investissements étrangers, on note deux stratégies: la continuité de la signature des traités bilatéraux entre des pays ou sous-régions directement avec les États-Unis et l'Union européenne et la reprise des négociations pour conclure le Cycle de Doha, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est arrêté depuis 2005. Cet engagement a été pris par les gouvernements au cours de la réunion ministérielle qui a eu lieu en novembre 2009 à Genève (Suisse). Soit dans les traités bilatéraux, soit dans l'OMC, la prédominance des lois régies par le marché ne concerne pas seulement la "libre circulation des marchandises", mais s'étend aux services qui, auparavant, n'étaient pas susceptibles de commerce, comme l'accès à la santé, l'éducation ou l'eau.

Devant l'illégitimité des institutions financières multilatérales et l'impasse des projets néolibéraux d'intégration économique, les mouvements sociaux, surtout dans les Amériques, débattent et discutent avec les gouvernements de la région de propositions alternatives pour l'intégration entre les pays. Ces propositions sont basées sur la solidarité, la complémentarité et la réduction des inégalités, ainsi que d'autres formes d'intégration financière par exemple le cas de la Banque du Sud.

Toutefois, dans le scénario de crise généralisée et comme un moyen de reprendre et / ou d'accélérer les négociations commerciales de manière non-transparente et non démocratique, depuis la fin de l'année 2008, les pays riches soutiennent le G-20. Le G 20 est la réunion des 20 pays les plus riches du monde (G-8 + pays « émergents » comme le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud, correspondant aux deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90% du produit mondial brut). Avec les ressources mises en particulier par les pays émergentes du G-20, le FMI et la Banque mondiale tentent d'imposer ses politiques d'austérité, dans les pays du Nord et du Sud. Ainsi, dans des situations

d'urgence comme dans le cas d'Haïti, les ressources destinées à la reconstruction du pays ont été gérées par la Banque mondiale, et non par la Banque du Sud, le gouvernement national ayant eu peu d'autonomie et la société civile ayant peu de participation. Le G-20 façonne également une nouvelle configuration de la gouvernance économique et financière mondiale. Aujourd'hui, c'est l'endroit où, dans les faits, sont définis les orientations de la Banque mondiale et les principaux points de l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Accroissement de la militarisation

Pour stimuler l'économie en temps de crise, de nombreux gouvernements ont augmenté les dépenses publiques autour de la sécurité et des achats d'armes. Cela va de pair avec l'objectif d'accroître le contrôle militaire sur les territoires (y compris le contrôle de l'eau, des terres arables, des ressources minérales et de la biodiversité).

Malgré la crise économique et de la diminution des dépenses publiques, les frais militaires ne cessent d'augmenter. Barack Obama, Prix Nobel de la Paix, a présenté le plus grand budget militaire de l'histoire pour 2011 - 708 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 7,1% par rapport à 2010. En 2008, les Etats-Unis ont représenté 41,5% du montant des dépenses militaires mondiales. La Chine était le deuxième pays avec 5,8% du total.

En plus de la croissance des dépenses militaires, la période que nous vivons actuellement se caractérise par la présence des *Private Military Companies*, industries qui gèrent des centaines de milliards de dollars par an par le biais de la militarisation du quotidien des gens. En voici deux exemples: la militarisation de l'aide humanitaire externe à Haïti et la dite sécurité publique dans les régions pauvres urbaines.

Le discours de « rétablir la paix », démocratiser ou garantir les droits des femmes est utilisé par les pays riches du Nord pour justifier les occupations militaires, comme ce qui s'est passé en Afghanistan et en Irak et ce que nous voyons aujourd'hui en Libye. Ces discours dissimulent les véritables intérêts de ces puissances, notamment le contrôle de ces territoires et de leurs ressources naturelles et humaines. La rhétorique occidentale de la défense de la démocratie et des droits des femmes est très hypocrite quand il s'agit des victimes civiles, dont beaucoup de femmes et d'enfants, et de la destruction des infrastructures de base telles que l'accès à l'eau et au logement.

Toutefois, les attaques et l'occupation militaire étrangère provoque le renforcement de la structure autoritaire dans les communautés locales en imposant des valeurs réactionnaires allant jusqu'à la privation de la liberté individuelle. Les femmes qui, au jour le jour, assument des compromis entre les règles traditionnelles de fonctionnement qui assurent la cohésion de leurs communautés et l'exercice voire le désir de liberté individuelle, voient leur marge de manœuvre réduite à chaque offensive raciste, xénophobe ou sous occupation étrangère. En plus, dans les situations de conflit, les acteurs armés cooptent membres de la communauté



et sèment la méfiance. Les jeunes filles, attirées par le flirt, sont très souvent utilisées comme informatrices.

La reconfiguration que nous voyons dans la gouvernance financière mondiale est également présente dans l'aspect militaire. En novembre 2010, l'OTAN - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord - alliance qui rassemble les Etats-Unis et 27 autres pays européens correspondant à 75% du budget militaire mondial, a adopté un nouveau concept «stratégique»: celui de gardien de la paix et de l'ordre international, non seulement dans l'hémisphère nord mais partout dans le monde. Pour remplir ce rôle, ses membres manipulent souvent la prise de décision au Conseil de sécurité de l'ONU en utilisant la rhétorique de la protection de la vie des civils selon leurs intérêts, comme en Libye, ou en ignorant cette rhétorique si elle n'est pas intéressante, comme en ce qui concerne le massacre palestinien par Israël.

Au même temps, il se présente également une plus grande résistance à la présence de bases militaires américaines. Rafael Correa, président de l'Équateur a rempli sa promesse de campagne de ne pas renouveler l'accord pour l'utilisation de la base aérienne de Manta, des États-Unis, fini en septembre 2009. Il y aurait de 800 à 900 bases militaires dans le monde avec la présence de troupes américaines. Lorsqu'un pays ou une communauté réussit à fermer une base ou à faire retirer les troupes étrangères, celles-ci s'installent dans une autre région ou pays.

Il existe actuellement plusieurs conflits armés dans le monde et dans la plupart d'entre eux, le corps des femmes est utilisé comme arme ou butin de guerre. Ce fait est formellement reconnu par l'ONU par une série de résolutions du Conseil de sécurité (CS).

En 2000, la résolution 1325 a été adoptée par le CS. Depuis sa mise en oeuvre, d'autres résolutions ont été adoptées. Des résolutions portant soit sur le sujet de la violence envers les femmes dans des situations des guerre, soit sur la reconnaissance de la participation des femmes à la résolution des conflits et à l'établissement des priorités pour la reconstruction du pays et des relations sociales post-conflit. L'accroissement de la participation des femmes pourrait signifier le renforcement des processus communautaires de réconciliation et leurs recommandations pourraient devenir les priorités à suivre en matière de budget et de réorganisation de la vie économique et sociale. Cependant, cela a été réduit à la participation des femmes aux opérations appelées opérations de maintien de la paix. Actuellement, les femmes représentent 8% de ces contingents et le but est d'atteindre 20% en 2014.

La participation croissante des femmes dans les processus de négociation doit être associée à l'affirmation d'un agenda politique d'affrontement des causes des conflits et d'attaques aux droits et à l'intégrité des femmes. Comment construire l'agenda des femmes autour de la militarisation et comment les voix et l'expérience des femmes de base et les visions féministes peuvent s'y exprimer constituent le défi actuel.

Aujourd'hui, les Nations Unies mènent 27 opérations partout dans le monde dont 16 missions. La MMF est présente par une Coordination nationale où un groupe de contact dans des pays où les Nations Unies sont présents militairement : Haïti, Sahara occidental, Côte d'Ivoire,

République démocratique du Congo, Soudan, Chypre, Inde et Pakistan. Les femmes de ces pays sont préoccupées par l'action des ces missions qui deviennent permanentes. Ces dernières sont vues par la population locale comme des troupes d'occupation, car elles sont à la base des distorsions de l'économie locale du fait des salaires élevés payés en dollar à leurs employés et militaires et elles créent un réseau d'exploitation sexuelle des femmes et fillettes. Certaines activistes de la MMF nous racontent qu'en agissant dans le but de transversaliser le Genre dans la politique militaire nous finissons par militariser la politique du Genre. Nous nous apercevons que cette discussion ne peut se limiter à discuter la façon d'opérationnaliser la transversalité du Genre dans la politique de sécurité des Nations Unies sans remettre en question la politique elle-même.

La MMF dans ce cadre: résister et affirmer nos alternatives

En 2010, nous avons réalisé notre troisième Action Internationale et avons mobilisé des milliers de femmes issues de 76 pays autour de nos quatre Champs d'Action: travail des femmes (autonomie économique), bien commun et services publics, paix et démilitarisation, violence envers les femmes. Au cours de ces actions, nous avons dénoncé les fausses solutions à la crise qui ne font que renforcer le modèle capitaliste, patriarcal et raciste et nous avons essayé de mettre en évidence les alternatives que nous apportons.

Au cours des trois dernières années, nous avons avancé dans la consolidation de notre identité par la réflexion et la systématisation de nos engagements et demandes se rapportant à chaque champ d'action (cf <http://www.marchemondiale.org/actions/2010action/text/fr>). Dans le contexte de crise systémique, les Champs d'Action nous ont permis, en tant que MMF, d'organiser notre critique au modèle et de la diffuser aussi bien auprès de notre base que des alliés et de la société en général. Les champs ont traduit concrètement notre lutte contre la pauvreté et la violence envers les femmes et ont servi de référence aux Coordinations nationales pour élaborer leurs plateformes.

Nous avons cependant évalué qu'il faut continuer à travailler sur les interconnexions entre les quatre Champs d'Action et reprendre la Charte mondiale des femmes pour l'humanité afin de construire et nourrir les principes qui articulent notre lutte. Le défi permanent consiste à construire des analyses et des actions capables de concrétiser des formes alternatives d'organisation de la production et reproduction. Ceci souligne davantage le besoin de continuer à construire et à ancrer la MMF en tant que mouvement permanent.

La prochaine période, 2011 et 2012, doit caractériser une période de résistance et de luttes afin d'éviter un recul en terme de droits et conditions de vie des peuples. Les révolutions dans les pays arabes et en Afrique montrent que, à la détérioration des conditions de vie des personnes, des actions et manifestations peuvent voir le jour et, dans de nombreux cas, conduire à l'effondrement des gouvernements traditionnellement alignés avec les politiques d'exclusion des pays riches. Dans tous ces processus, les femmes participent activement,



et certaines risquent d'être emprisonnées ou tuées pour la défense d'une démocratie réelle. Nous devons être vigilantes pour que notre présence dans ces processus soit assurée même après, dans les moments de transition, et que ces victoires ne se transforment pas en actions qui augmentent le contrôle et la violence contre les femmes.

Il faut, plus que jamais, réaliser des activités de formation politique et de réflexion pour s'opposer à la propagation d'idéologies conservatrices et innover dans notre manière de nous organiser et de soutenir notre mouvement.

Défis à relever dans la construction en tant que mouvement

Relier la réflexion et l'action commune à plusieurs niveaux (local, régional et international)

Au cours des dernières années, nous nous sommes aperçues que nous ne pouvons pas travailler les Champs d'Action de façon fragmentée, isolée. Pour construire un mouvement féministe qui mobilise en permanence de nombreuses femmes partout dans le monde, il faut rechercher continuellement les interconnexions entre ces champs. Il nous faut donc être attentives aux changements du contexte et en discuter de sorte que les demandes que nous retenons au niveau international trouvent un écho. En outre, nous devons établir continuellement des liens entre le contexte global et les thèmes, luttes et questionnements au niveau national, et agir à différents niveaux en se basant sur une stratégie commune. Dans ce sens, notre analyse du contexte, nos demandes et engagements ne se dissocient pas de la construction en tant que mouvement et des défis qui en découlent.

En 2010, nous avons réussi à faire que l'axe « démilitarisation » soit repris par toutes les femmes dans beaucoup de pays et pas seulement par celles qui vivent dans des situations de conflit armé. Depuis, nous associons les causes et les conséquences des conflits et faisons des liens avec nos autres Champs d'Action comme le contrôle et l'instrumentalisation du corps et du travail des femmes, des territoires et de la nature.

Approfondir les analyses et la formation politique

À la préparation et la réalisation de l'action de 2010 les Coordinations nationales et les groupes ont travaillé sur des activités de formation et de formulation de revendications à l'échelle nationale, en se basant sur les textes proposés pour chaque champ d'action. Il en est ressorti l'importance de travailler l'interconnexion entre les Champs d'Action afin de récupérer la pensée féministe, l'expérience concrète des femmes et le contexte actuel. Il faut mettre au point de nouvelles synthèses de façon à exprimer la vision de la MMF plus simplement et plus fortement. Pendant la prochaine période, nous devons rendre prioritaire l'exercice d'une méthodologie qui soit en même temps une méthodologie de formation et

d'élaboration basée sur l'expérience concrète des femmes et instaurer ainsi une vision commune exprimée non seulement par des documents écrits mais aussi dans la pratique des Coordinations nationales.

Au sein de la MMF, il coexiste des perceptions différentes sur certains sujets tels que la prostitution, les droits des lesbiennes et l'avortement; il est important que nous poursuivions la discussion y compris sur nos stratégies. De plus, il faut insister sur les visions contre hégémoniques comme par exemple, la conception de la violence sexiste comme un outil de contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes, même si pas toutes les Coordinations nationales ne se sont appropriées celle-ci.

Se renforcer en tant que mouvement permanent à l'échelle locale, régionale et internationale

Pendant le suivi de l'action 2010, il est encore nécessaire que les Coordinations nationales établissent une dynamique régulière et conçoivent la marche comme un mouvement permanent, capable d'influencer le contexte actuel et pas uniquement comme un évènement qui a lieu tous les cinq ans (moment où les actions internationales sont organisées).

Pour que cela devienne une réalité, il faut approfondir les échanges en termes d'organisation et de contenus des luttes entre la MMF de plusieurs pays d'une même région où entre les continents. En outre, il faut encourager les articulations régionales et transversales autour des luttes communes qui rassemblent les différentes régions (par exemple, la lutte pour les droits des travailleuses domestiques, précaires, immigrées; l'articulation entre les pays qui vivent des situations de conflit). Enfin, il faut amener la Marche là où nous ne sommes pas présentes, surtout dans les pays où les lois islamiques sont en vigueur, mais aussi dans des pays économiquement plus riches, comme la Russie et la Chine.

Formaliser des accords de fonctionnement

Dans la Marche, des cultures politiques d'organisations très différentes se côtoient: des groupes informels et des associations ayant des directions constituées. Avoir des accords de fonctionnement enregistrés suscite toujours une appréhension: nous nous demandons si nous nous bureaucratisons ou si nous nous tendons des pièges à nous-mêmes. Les statuts et les règlements internes existants ne répondent plus aux besoins actuels de la Marche. Nous devons mettre à jour nos accords afin de définir ce qu'est une Coordination nationale, les responsabilités des déléguées pendant les Rencontres Internationales et le rôle du Comité International, entre autres. L'organisation du processus du transfert du Secrétariat International est un autre défi à relever dans la mesure où il s'agit d'éviter un vide et d'assurer la continuité du fonctionnement de la MMF en tant que mouvement international.



Renforcer la présence des jeunes, autochtones et immigrées

Nous estimons que la diversité des cultures politiques et des expériences des activistes de la Marche et notre capacité de construire des accords constituent deux de nos points forts. Nous reconnaissons quand même l'existence d'importantes lacunes dans certains pays par rapport au partage des responsabilités internationales avec les femmes jeunes, les immigrées et autochtones. Nous avons mis au point des mécanismes, que voici: nous avons invité au moins une jeune à participer en tant que déléguée à la Rencontre Internationale, nous avons participé à des activités organisées par des femmes autochtones et nous les avons invitées à participer aux nôtres. Cependant, nous devons avancer non seulement en ce qui concerne les aspects formels mais aussi en ce qui concerne la façon dont nous pouvons intégrer la discussion sur le racisme/colonialisme à nos analyses ou développer des actions qui répondent aux urgences vécues par les jeunes (emploi précaire, violence, marchandisation), entre autres.

Approfondir la politique des alliances à différents niveaux

Nous construisons des alliances parce que l'élimination de la pauvreté et de la violence envers les femmes passe par un profond changement politique, économique et social. Un grand regroupement de mouvements s'avère nécessaire pour changer la corrélation des forces qui soutiennent l'ordre capitaliste, colonialiste, patriarcal et raciste.

Le contexte de crise systémique a mis en lumière le besoin de créer et/ou maintenir des espaces communs aux différents mouvements sociaux favorisant l'analyse stratégique, l'élaboration d'alternatives et l'organisation d'actions et de réponses communes. Etant donné la fragmentation des espaces (campagnes, réseaux thématiques et forums), nous misons de plus en plus sur l'Assemblée des Mouvements Sociaux en tant qu'espace prioritaire de réflexion et d'action commune autant pour les mouvements des pays du Sud que pour ceux du Nord.

Le suivi du processus du Forum Social Mondial constitue aussi une priorité de la MMF. Nous participons au Conseil International, dans ses commissions et son Groupe de Liaison. En outre, avec l'appui de nos Coordinations nationales et des groupes de travail régionaux, nous avons organisé des activités aux éditions nationales et régionales des Forums sociaux et au Forum Social Mondial qui a eu lieu au Sénégal en janvier 2011.

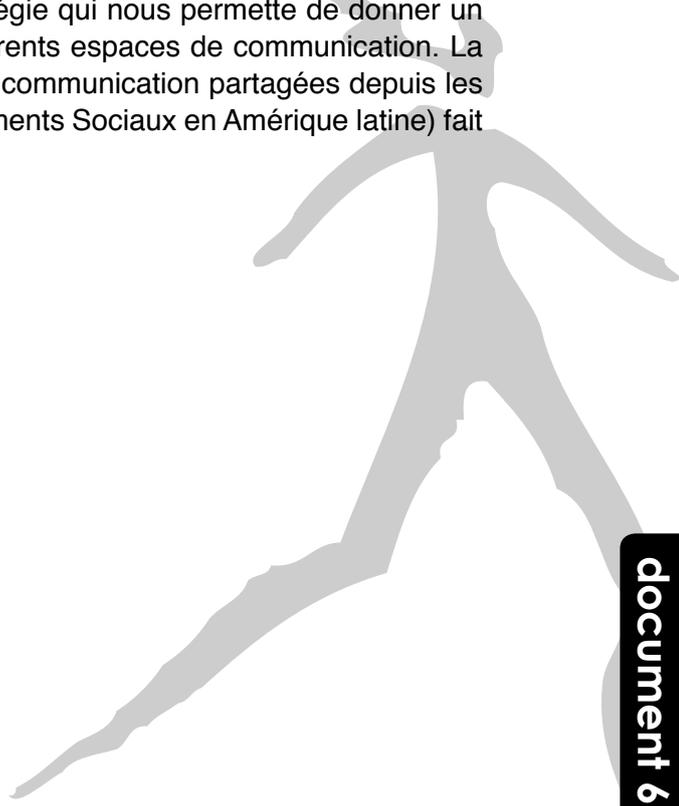
Depuis la réalisation du Forum de la souveraineté alimentaire (Nyeleni), nous entretenons un rapport étroit avec Via Campesina et Les Amis de la Terre autour de cette lutte. Le principe de la Souveraineté Alimentaire encourage le débat sur l'autonomie des femmes et sur les problèmes communs qu'elles doivent affronter au quotidien dans différents pays, mais il permet aussi de créer et renforcer la relation entre femmes urbaines et rurales. Dans tous les domaines où notre rapport avec Via Campesina est vivant, nous nous engageons à les soutenir afin que la campagne contre la violence envers les femmes aux milieux ruraux devienne une réalité.

Pour ce qui est de notre Evènement de clôture de la 3^e Action Internationale en RDC, des délégations de femmes de la CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde), la CSI (Confédération syndicale internationale) et WILPF (Women's International League for Peace and Freedom) ont été présentes et ont participé aux débats. Nous espérons approfondir le travail en commun mené auprès de ces organisations.

Un autre aspect de la politique des alliances est le rôle que nous jouons en tant que réseau d'alerte, qui s'avère d'ailleurs de plus en plus nécessaire du fait de la criminalisation des mouvements sociaux partout dans le monde et des menaces de coups. Cependant, le défi d'encren cette politique d'alliances à l'échelle locale et régionale est encore à relever ainsi que celui de partager son suivi dans les pays et les régions avec davantage de militantes de la MMF.

Concevoir la communication de façon stratégique

Nous avons le défi d'approfondir une perspective de communication stratégique (pas seulement instrumentale) au sein de la MMF. Une communication qui comprenne l'établissement et la mise au point des canaux de communication interne et externe, le rapport avec les moyens de communication commerciaux et, surtout, les moyens communautaires (bulletins, sites internet de nouvelles, émissions de radio et télé produits par nos organisations et nos alliés). En tenant compte du rôle que jouent les moyens de communication de masse dans la construction de l'agenda publique (ce qui doit être discuté et comment cela doit être fait), nous devons approfondir la discussion sur la démocratisation des moyens de communication ainsi que mettre en oeuvre une stratégie qui nous permette de donner un plus grand rayonnement de nos idées dans les différents espaces de communication. La participation active de la MMF dans les initiatives de communication partagées depuis les mouvements (tels que Minga Informativa des Mouvements Sociaux en Amérique latine) fait aussi partie de cette stratégie.





Coordination des matériels pour la publication

Wilhelmina Trout

Photographies

World March of Women International Secretariat archives; Francesca Volpi; Pierre-Yves Ginot

Conception graphique, édition d'art et mise en page

www.themediachilli.co.za

Impression

Finger Print

Publié par

Marche Mondiale des Femmes - Afrique

Comité international de la Marche Mondiale des Femmes

Emilia Castro

Gladys Alfaro

Jean Enriquez

Michele Spieler

Miriam Nobre (International Secretariat coordinator)

Nana Aicha Cissé

Saleha Athar

Tereixa Dacosta

Wilhelmina Trout

Équipe du Secrétariat international

Alessandra Ceregatti

Célia Alldridge

Julia Climaco

Miriam Nobre

Appuis au Secrétariat international

Agencia Vasca de Cooperación para el Desarrollo (Gobierno Vasco)

E-CHANGER

Fund for Non Violence

Global Fund for Women

Grassroots International

Organisation Internationale de la Francophonie

Oxfam SAM

Oxfam NOVIB

Secrétariat international de la Marche mondiale des femmes

Rua Ministro Costa e Silva, 36 – Pinheiros

São Paulo – SP – Brazil – Postal code: 05417-080

Tel.: +55 (11) 3032-3243

Fax: +55 (11) 3032-3239

info@marchemondiale.org

<http://www.marchemondiale.org>

Conception du logo de la Marche Mondiale des Femmes

Rouleau-Paquin

Publié par

Marche Mondiale des Femmes – Afrique avec l'appui de Agència Catalana de Cooperació al Desenvolupament

La Troisième Action Internationale a été largement documenté avec des photos, textes et en audiovisuel. Ces matériaux et d'autres sont disponibles sur le site construit exclusivement pour l'action: <http://www.mmf2010.info>

La Marche mondiale des femmes est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et organisations de la base oeuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Nous luttons contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Nos valeurs et actions visent un changement social, politique et économique. Elles s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, l'égalité entre les femmes et les hommes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples; le respect et la reconnaissance de la diversité entre les femmes; la multiplicité de nos stratégies; la valorisation du leadership des femmes; et le renforcement des alliances entre les femmes et avec les autres mouvements sociaux progressistes.

Cette brochure a été imprimée avec l'appui de:



Publiée par:

Marche mondiale des femmes – Afrique

Également disponible en anglais et en portugais